

JEAN-CHRISTOPHE NOTIN

LE CROCODILE ET LE SCORPION

La France et la Côte d'Ivoire
(1999-2013)



éditions du
ROCHER

LIGNES DE FEU

LE CROCODILE ET LE SCORPION

Du même auteur

Essais historiques

1061 Compagnons, histoire des Compagnons de la Libération
(Perrin, 2000)

La campagne d'Italie, les victoires oubliées de la France
(Perrin, 2002)

Les vaincus seront les vainqueurs, la France en Allemagne
(Perrin, 2004)

Leclerc (Perrin, 2005)

Foch (Perrin, 2008)

Le général Saint-Hillier, de Bir-Hakeim au putsch d'Alger
(Perrin, 2009)

La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (Fayard, 2011)

La vérité sur notre guerre en Libye (Fayard, 2012)

Romans

Otage@bagdad (Privé, 2007)

Nom de code : la Murène (Seuil, 2008)

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

incongruité. La manœuvre aurait pu être inoffensive dans une société apaisée. Elle est désastreuse à l'heure de toutes les rancœurs. À travers Ouattara, c'est l'ensemble de la communauté musulmane qui est portée à la vindicte. Après rapport du panel d'intellectuels consultés pour la forme en décembre 1994, le gouvernement, reniant ses engagements, supprime le droit de vote aux immigrés et impose aux candidats à la présidentielle d'être nés de père et de mère ivoiriens, de n'avoir jamais renoncé à la nationalité ivoirienne et d'avoir résidé en Côte d'Ivoire les cinq années précédentes. Difficile de faire portrait plus fin de Ouattara qui vit alors à Washington... Le chef du RDR contreattaque en faisant alliance avec son homologue du FPI, Laurent Gbagbo, dans un « Front républicain » qui appelle au boycott des premières élections présidentielles du pays. Seul candidat de poids, Bédié obtient 96 % des voix en septembre 1995, son parti, le PDCI, prenant la majorité des sièges à l'Assemblée. Des manifestations de protestation ont lieu à Abidjan, le général Guéï, qui refuse de les réprimer, est limogé.

Paris reste stoïque. Au nom d'une amitié assumée, Jacques Chirac, élu entre-temps à l'Élysée, se permet certes de reprocher à Bédié son comportement à l'égard de Ouattara^{xvii}. De même, « des messages lui ont été transmis pour le faire revenir sur ses décisions, relate Michel Roussin, ancien ministre de la Coopération. Mais ils n'ont pas abouti »^{xviii}. L'ivoirité est un test pour la relation francoivoirienne. Comment le gouvernement et l'opposition français pourraient-ils tolérer à Abidjan ce qu'ils dénoncent chaque jour comme un fascisme lancinant chez le président du Front national à Paris ? L'avènement au pouvoir de la Majorité plurielle en juin 1997 produit une situation kafkaïenne. Le Parti socialiste, qui réclame ardemment la fin de la Françafrique, donne d'emblée le ton. Au mois d'octobre

suisant, à Brazzaville, terre sacrée du gaullisme flamboyant, le président Lissouba requiert l'aide des troupes françaises pour maîtriser les milices de Sassou-Nguesso : Paris la lui refuse. Fini le temps d'Alain Peyrefitte, déclarant en 1964, alors ministre du général de Gaulle : « Il est intolérable que n'importe quel palais présidentiel et ses occupants soient à la merci de quelques excités armés de fusils. Les accords avec la France permettent de se prémunir contre de tels risques »^{XIX}. De 1960 à 1964, pas moins de douze interventions militaires ont été menées par la France. Le président congolais, lui, est obligé de plier bagages. Inspiré sans doute par les catastrophes récentes du Rwanda et de la Somalie, Lionel Jospin adapte à l'Afrique le « ni-ni » miterrandien sur les privatisations : ni ingérence, ni indifférence⁷. Or, comme en arithmétique, deux moins en politique valent souvent un plus : ne pas choisir est déjà un choix, celui de l'impasse. Désormais, que Paris cherche à intervenir sous quelque forme que ce soit dans le débat ivoirien, et tombera sur lui l'anathème de la Françafrique, de la prédation sur les richesses locales. Qu'il s'en désintéresse, et il sera accusé d'un insondable mépris pour les peuples qu'il aurait autrefois exploités sans vergogne. Mais il serait faux de croire que seul Lionel Jospin se condamne au casse-tête. Jacques Chirac y cède lui aussi. Dans la lignée du général de Gaulle auquel il aime tant se référer, il continue certes à privilégier les relations personnelles avec les dirigeants africains, ce qui lui a fait déclarer en 1990 à Abidjan que « le multipartisme est une sorte de luxe que les pays en voie de développement, qui doivent concentrer leurs efforts sur leur expansion économique, n'ont pas les moyens de s'offrir »^{XX}. Au même rang qu'Eyadéma, Bongo, Déby, Biya ou Compaoré, Bédié en est l'illustration, que le président de la République apprécie parce qu'il voit en

lui Houphouët. Néanmoins, derrière les apparences, Jacques Chirac a lui aussi le projet de mettre un terme à l'Afrique à Papa, celle qu'au fond son prédécesseur François Mitterrand a au mieux incarnée en nommant son propre fils Jean-Christophe à la cellule Afrique de l'Élysée. « Son premier discours sur l'Afrique, rappelle Bernard Diguët, en a attesté, dont les maîtres-mots ont été “fidélité”, aux traditions franco-africaines ; “ouverture”, avec des visites dans des pays non francophones comme l'Angola et le Mozambique ; “modernisation”, en subordonnant tout accord entre la France et un pays africain aux institutions internationales – ce qui signe vraiment l'arrêt de mort de la “Françafrique” ».

La droite avait déjà entamé un retrait du continent en y diminuant l'aide au développement et la coopération militaire, en y fermant des bases. Elle avait aussi lancé les fondations du programme Recamp⁸, formalisé en décembre 1997 à l'ONU, qui consiste à mettre à la disposition des pays de la sous-région des moyens militaires dans l'espoir de les voir régler eux-mêmes leurs différends. L'illustration la plus flagrante de ce nouvel entre-deux français est la cohabitation rue de l'Élysée de deux cellules Afrique, l'officielle, au numéro 2, dirigée par Michel Dupuch, et l'officieuse, au 14, avec la légende du gaullisme en Afrique, Jacques Foccart. Même avec quatorze années passées comme ambassadeur à Abidjan, le premier, conseiller d'État, pourrait sembler ne pas faire le poids face au vétéran des relations franco-africaines. Néanmoins, il connaît bien les réseaux Foccart pour y avoir appartenu. Il se rapproche ensuite beaucoup plus de l'école de Gaston Defferre et de Pierre Messmer, qui vise à laisser les Africains se débrouiller eux-mêmes, supprimer le franc CFA, conditionner toute aide de la France à un accord préalable des instances internationales.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

donner, que personne ne connaît encore : il vient d'y avoir un coup d'État à Abidjan ; le général Guéi a pris le pouvoir »^{xxxvii}. D'aucuns en concluront que le Burkinabé est à la manœuvre : comment pourrait-il être informé aussi instantanément ? Ils feindront d'oublier un paramètre fonda-mental, comme, pendant les dix ans à venir, les tenants mordicus d'un complot burkinabé : la Côte d'Ivoire et le Burkina n'ont longtemps fait qu'un. En traçant une frontière quasiment au centre des villages, le colonialisme a fait des uns des Ivoiriens, des autres des Voltaïques. L'explosion de l'immigration burkinabée en Côte d'Ivoire a entremêlé encore plus finement les deux populations. Rien de ce qui se passe à Abidjan n'est ignoré de Ouagadougou, non pas tant par manipulation machiavélique du pouvoir, que grâce aux simples liens familiaux. L'orchestration de la mutinerie de 1999 par le Burkina, et donc par Ouattara, n'a jamais été démontrée. L'un des principaux leaders putschistes, Laurent Boka Yapi, a même disculpé celui-ci de toute participation^{xxxviii}. Mais vu ses chances de l'emporter aux présidentielles, le chef du RDR est assurément le grand bénéficiaire de la nouvelle donne. Aux mêmes causes donc, les mêmes effets : la gorgone de l'ivoirité fait son retour dans le débat public, encouragée par Laurent Gbagbo, apprivoisée par le général Guéi qui, pas tout à fait inconscient de sa dangerosité, préfère l'appeler « identité ivoirienne ». Elle consacre le chassé-croisé idéologique des partis ivoiriens avec un FPI qui, pourtant socialiste, manie les slogans xénophobes quand le RDR de Ouattara, largement composé d'immigrés, prône, lui, une politique libérale proche de la droite.

L'adhésion de Gbagbo à l'ivoirité s'explique par un calcul politique, mais aussi parce qu'il est originaire du sud-ouest, la zone la plus touchée par l'afflux d'immigrés en raison de ses très nombreuses plantations de cacao. Son acrimonie pour

Ouattara, elle, est plus due à une incompatibilité de caractères. Alors qu'il ne lui reproche pas trop de l'avoir jeté en prison, il ne supporte pas ses manières occidentales, sa femme Dominique, enfin l'affichage de sa réussite, un côté m'as-tu-vu qu'il abhorre, lui qui se targue de ne pas être vénal et l'illustre toujours en clamant *urbi et orbi* n'avoir qu'un compte à la Société générale d'Abidjan¹⁴.

Le 18 mai 2000, le général Guéï passe à l'acte : le gouvernement est dissous, Seydou Diarra nommé Premier ministre et le RDR totalement évincé du CNSP. Le 23 juillet, 86 % d'Ivoiriens – avec une très bonne participation de 65 % – approuvent le nouveau code électoral et la nouvelle Constitution, le RDR appelant à voter oui alors que ceux-ci écartent Ouattara de la course présidentielle¹⁵. Le 25, la France, par la voix du ministre de la Coopération Charles Josselin, appelle à ne pratiquer aucune « exclusion artificielle ». Résultat, quelques heures plus tard, l'ambassade à Abidjan voit converger plusieurs centaines de manifestants, aux sons de « Josselin, dehors avec ton Mossi !¹⁶ », prélude aux grands mouvements de foule plus ou moins spontanés qu'affectionnera le clan Gbagbo. « Nous ne sommes pas, commente le ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, dans la même position que les États-Unis qui peuvent exprimer des préférences sans se soucier des conséquences. » La France finit par paraître effacée pour les uns, impuissante pour les autres, elle qui n'a rien pu au putsch de 1999, ni au changement de Constitution, ni au rejet prononcé de 14 des 19 candidats à l'élection présidentielle. À l'aube des élections, *Le Figaro* note le « silence de Paris » : « Contrairement à la poudrière des Balkans, la marmite africaine n'a pas son Bernard-Henri Lévy ou son Régis Debray. Les intellectuels sont aux abonnés absents. Quant au gouvernement,

soucieux de s'affranchir des tentations néocolonialistes d'antan, il brille par son embarras »^{xxxix}. Au Parlement, le député de centre droit Hervé Novelli dénonce « la complaisance du gouvernement français, qui semble se cacher les yeux devant une réalité : la manipulation et la fraude annoncée de ces élections ». La campagne présidentielle est dure, émaillée par le complot dit du Cheval blanc : la résidence de Guéï est assaillie dans la nuit du 17 au 18 septembre, par un groupe d'une vingtaine d'hommes qui ne tuent finalement que sa monture. La disparition de l'animal semble symboliser celle de la posture du chevalier blanc de la politique ivoirienne que le général affectionnait. Guéï a confirmé par ses excès le goût pour l'argent qui lui était prêté. « Un jour que le ministre de la Défense Konan Banny suggérait à Houphouët de nommer des généraux, relate Bernard Diguet, celui-ci a pointé dans une liste de dix noms, le dernier, celui de Guéï, alors colonel des pompiers. « “Il est vénal...”, nota le ministre. “Très bien, répliqua le président, on pourra l'acheter !” »^{xl}.

Les généraux Coulibaly et Palenfo se voient accuser d'avoir ourdi un putsch RDR, ce qui ne paraît guère réaliste. Dans un rare élan de détermination, certes voué à l'impuissance, l'Union africaine menace la Côte d'Ivoire d'un embargo aérien si l'élection ne se tient pas dans des conditions régulières. La cour suprême n'en écarte pas moins Ouattara de la liste des candidats le 6 octobre¹⁷. Le 22, 47,56 % des électeurs se rendent aux urnes. Comme la commission nationale électorale s'apprête à déclarer Gbagbo vainqueur, Guéï initie une pratique que copiera son adversaire dix ans plus tard en dissolvant l'institution et en se faisant attribuer 52,72 % des voix contre 41,02 % au socialiste. Le 24, les deux hommes se proclament élus, et les manifestants envahissent Abidjan, dont des RDR appelant à un

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Kersabiec pour sa part est heureux de retrouver ce pays qu'il a connu, jeune lieutenant, à ses débuts dans l'infanterie de marine : « L'âme ivoirienne est immuable, toujours optimiste, avenante, généreuse. Il n'y avait pas de tensions notables même si les gens étaient marqués par les événements de 1999. Ils se croyaient, eux les enfants d'Houphouët, héritiers d'un pays de cocagne, à l'abri de ce genre de divisions violentes. » Les autorités militaires ivoiriennes lui manifestent leur plaisir à le voir revenir au pays comme s'il avait dû surmonter des obstacles pour y parvenir alors qu'il n'en est allé que du jeu des affectations. Les Ivoiriens confèrent aussi au patron du « BIMa », comme ils disent, des pouvoirs phénoménaux. Et Kersabiec ne fait rien pour les contredire. Ainsi n'a-t-il pas modifié la petite comédie se déroulant à chaque prise de commandement, consistant à faire défiler les mêmes troupes et les mêmes véhicules plusieurs fois pour faire masse sans que l'assistance s'en rende compte.

Les Ivoiriens ne sont pas les seuls à regarder le colonel avec des yeux de Chimène... Les ressortissants français aussi se montrent très prévenants à son égard, et c'est bien compréhensible, le patron du 43 devenant instantanément l'homme le plus important de la planète en cas d'évacuation. L'augure en est diversement ressenti. Avant de quitter Paris, Kersabiec a ainsi pu déjeuner avec l'ambassadeur Vignal, nouant au passage la meilleure des relations avec ce socialiste bon teint, chiraco-compatible, qui affichait de belles ambitions : « ce pays est en mouvement, a-t-il expliqué au colonel. Nous devons l'aider pleinement. C'est la France qui va le sortir de ses difficultés actuelles ». Les premiers actes de Laurent Fabius et Charles Josselin n'ont fait que le confirmer : le Quai d'Orsay appuie Gbagbo. Et Vignal en rajoute lors du 14 juillet 2002 en s'exclamant devant le président ivoirien : « ce pays va mieux,

grâce à vous. La France y a cru. Les vieilles lunes sont derrière nous ». Un gouvernement d'union nationale, avec des ministres RDR, ne voit-il pas le jour le 1^{er} août ? Une page semble en apparence tournée. Durant l'été, dans une de ces conférences de presse dont il a le secret, Gbagbo lance : « plus jamais de coup d'État ! » L'incantation fait certes partie des coutumes nationales. À force de déclamer de grands principes, les Ivoiriens finissent même par y croire. Mais en l'occurrence, les Français sont convaincus de leur bonne foi. « Nous avons vu tous les opposants se tenir main dans la main à Yamoussoukro, relate Kersabiec. C'était une superbe image et on y a cru ! Nous étions sur un nuage ». De leur côté cependant, les autorités militaires françaises se montrent plus prudentes : le colonel a ainsi reçu pour instruction d'accorder la priorité à l'entraînement des troupes ivoiriennes « car on ne sait pas de quoi l'avenir sera fait ». Un clivage se concrétise entre le Quai d'Orsay et l'État-Major des Armées au sujet de la confiance à accorder au nouveau pouvoir ivoirien. Mais encore faut-il distinguer, à l'intérieur de l'institution militaire, ceux qui sont en poste à Paris ou à Abidjan. La magie Gbagbo en effet opère y compris au sein du 43^e BIMa où Kersabiec admet avoir été séduit par cet « extraordinaire acteur, surtout pendant ses discours télévisés que personne ne ratait. » Et pour lui, c'est évident, « il n'était absolument pas anti-français. C'est une façade qu'il s'était inventée ».

Avec l'ambassade et le BIMa plutôt bien disposés à l'égard du président, ADO – ainsi que les Ivoiriens, friands d'acronymes, appellent Ouattara – ne peut guère espérer de la France pour l'instant. Ses relais à Paris sont rares, la gauche ayant basculé en faveur du camarade Laurent, la droite répugnant à céder aux vieilles tentations. « Au nom de quoi,

écrit le député RPR Bernard Debré, les Occidentaux s'autorisent-ils à exiger des autorités ivoiriennes une candidature à l'élection présidentielle non conforme à la Constitution ? »^{LIV}. Pourtant, l'assise politique de Ouattara est confirmée comme les deux premières élections, organisées librement, l'ont rappelé. Le 25 mars 2001, le RDR a obtenu aux municipales 27 % des voix, devant le FPI et le PDCI à quasi-égalité, ainsi que l'Union pour la paix et la démocratie en Côte d'Ivoire (UDPCI), nouveau parti du général Guéi. Succès à peu près équivalents le 7 juillet 2002 lors des élections départementales. Très peu s'alarment en France de la partition nette entre le nord et le sud que celles-ci mettent en évidence^{LIV}. Parmi eux, la direction du renseignement militaire (DRM) rapporte depuis juin des « tensions latentes » entre les deux régions, et, « ce qui est un phénomène nouveau [...] entre musulmans et chrétiens »^{LVI}, une crise économique larvée, des forces sécuritaires livrées à elles-mêmes. À cette époque, l'Afrique n'intéresse pas la France, encore sous le coup de la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, de la dégradation de la situation intérieure ou, à l'étranger, de l'Afghanistan, de l'Irak et de la seconde Intifada. De plus, le ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, qui a pourtant su démontrer sa poigne au RPR, ne parvient pas à s'imposer face au charismatique ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, à la tête d'un Quai plutôt serein à l'égard de la Côte d'Ivoire. Le nouveau chef de la cellule Afrique à l'Élysée, Michel de Bonnecorse, en est surpris. Ouvrant le dossier ivoirien, il tombe sur un télégramme de l'ambassadeur Vignal très optimiste, décrivant Gbagbo, se souvient-il, comme « un pragmatique, qui certes aurait préféré Jospin pour président de la République française, mais désireux d'un rapprochement ; il ne méritait pas la suspicion dont il

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

spéciales, le général Henri Poncet, à une manœuvre pour extraire de Bouaké les ressortissants français quand il reçoit un appel d'EUCOM⁵ lui indiquant que 101 enfants américains, âgés de 6 à 18 ans, ceux des missionnaires baptistes écumant la région, ainsi que 49 de leurs camarades de classe et 39 adultes d'encadrement, sont bloqués depuis une semaine dans leur école. Les Français pourraient-ils s'en charger ? L'officier de liaison américain au COIA, le colonel Kullmeyer, joue les intermédiaires. Le général Gaviard veut en effet s'entretenir avec le général Joseph Ralston, patron d'EUCOM, mais il ne dispose pas de la liaison cryptée nécessaire de niveau 3 : l'officier lui met donc à disposition le matériel utilisé par l'ambassade des États-Unis ! Le général américain promet au Français, aviateur comme lui, toute l'aide qu'il estimera nécessaire. « J'ai besoin de deux ou trois C-130, réplique Gaviard, et je les veux sous mon commandement ». Accordé. « Ce fut la première fois que j'ai commandé à des Américains ! » souligne le sous-chef Ops. Mais ce sont bien les gros porteurs et les moyens terrestres français qui vont faire l'essentiel du travail.

Dans un premier temps, ordre est communiqué à Kersabiec d'entreprendre l'évacuation de l'école baptiste. Le colonel n'envisage pas d'entrer dans la ville, mais de la contourner, des renforts du Gabon ayant entre-temps été acheminés. Couverte au nord par les Sagaie du 1^{er} RIMa, la progression est compliquée par des troncs de fromager déposés sur la route qu'il faut détruire à l'explosif, ainsi que par les véhicules abandonnés sur les bas-côtés : le BIMa les reconnaît bien, ce sont ceux qu'il a cédés aux FANCI ! En fin de matinée du 24 septembre, la 4^e compagnie du 21^e RIMa procède à l'évacuation sans avoir à tirer le moindre coup de feu. « La meilleure protection en Afrique, constate Kersabiec, est le drapeau français assorti d'un canon de

90. » À condition, comme il le précise, d'« avoir un bon capitaine sachant s'en servir »^{LXXIV}.

C'est alors que surgit un des C-130 américains qui, surprise supplémentaire, libère de ses entrailles soixante hommes des forces spéciales, venus du Ghana, lourdement harnachés, comme s'ils s'apprêtaient à monter à l'assaut. Washington aura jugé que des citoyens américains se devaient d'être tirés du danger par leurs compatriotes. Mais arrivés trop tard, ils se retrouvent désoeuvrés. Est-ce la raison pour laquelle, au même moment, Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, déclare que la crise ivoirienne ne représente « aucune menace pour les Américains [...] ce n'est pas une situation sérieuse »^{LXXV} ? À moins qu'il n'ait laissé libre cours à ses sentiments peu francophiles comme l'Irak ne va pas tarder à totalement les mettre en lumière ?

Kersabiec, lui, se voit ordonner par l'État-Major des Armées de prendre cette fois en charge la communauté française de Bouaké. La mince affaire ! La ville compte 500000 habitants et certainement autant d'opportunités de se transformer en coupe-gorge avec une rébellion qui n'a encore ni nom ni visage puisque ses porte-parole ne sont jamais les mêmes ou changent d'identité entre deux déclarations ! Mais le colonel sait pouvoir compter avec le général Puga, chef du COIA, un connaisseur des opérations sur le fil du rasoir. « Vous avez 24 heures pour évacuer Bouaké, lui lance celui-ci. Je ne veux pas voir une photo de Français avec des rebelles. Vous ne leur parlez pas ! Et rendez-moi compte une fois que vous serez parti ». Le colonel est ravi de pouvoir se reposer sur un nouveau renfort, toujours de forces spéciales, mais françaises cette fois, un détachement que le colonel Pince a réussi en compagnie du général Puga à décrocher du Gabon avec en outre deux C-160. Celui-ci est commandé par son vieux copain de l'EMIA⁶, alors commandant

en second du 6^e BIMa, le lieutenant-colonel Patrick Marconnet qui a charge d'entrer le premier dans la ville et d'y trouver un responsable. Une aiguille dans une botte de foin. Mais Marconnet réussit l'impossible en identifiant Tuo Fozié, auquel les Français tiennent un discours sans fioritures : « Si vous nous emmerdez, on vous tue. Si vous nous laissez faire, on vous laisse tranquilles »^{LXXVI}. Et de fait, à midi, la colonne française entre dans Bouaké, mais avec la presse pour donneuse d'ordre ! En effet, vers dix heures, Kersabiec a le malheur d'annoncer au consul général qu'il devrait être présent dans la ville avant midi. Le diplomate, lui-même sous la pression du centre de crise du Quai d'Orsay, croit bon d'annoncer que les militaires sont déjà dans Bouaké. Aussitôt l'AFP en fait une dépêche et le COIA de regretter auprès de Kersabiec de ne pas en avoir été averti... « Non, non, corrige le colonel : nous sommes encore à l'extérieur. Nous attendons Tuo Fozié qui est parti faire le tour de ses amis ». Mais il n'a plus le choix. « Le président de la République a été prévenu, réplique Puga. Vous devez maintenant absolument entrer dans la ville ! » Les Français entament donc l'évacuation de leurs compatriotes. Les heureux propriétaires d'un véhicule avec suffisamment d'essence s'éloignent en direction du sud, en faisant profiter, ou non, les compatriotes des sièges éventuellement libres. Les autres espèrent bénéficier d'une place dans un camion du BIMa. Tous ont pour consigne de ne pas répondre aux suppliques des Ivoiriens de les prendre en charge^{LXXVII}. Parmi ceux-ci, des fidèles du régime, essentiellement des gendarmes. Les coopérants militaires français informent Kersabiec que des assassinats ont déjà été commis. « Les laisser, explique un officier, aurait été les condamner à mort »^{LXXVIII}. Mais en leur offrant un ticket de sortie, les Français transgressent leur mission originelle

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

voile sur les origines du mouvement. « Ils restaient très discrets à ce sujet », relate-t-il. Idem pour l'identité d'un éventuel leader. À Abidjan, le nom d'Ibrahim Coulibaly, surnommé IB, a rapidement été sorti. L'ancien sergent et garde du corps de Ouattara, âgé de seulement 28 ans, n'en serait pas à sa première puisqu'il a déjà participé au précédent putsch. Courcelle n'apprend rien à son propos, si ce n'est des dissensions avec les meneurs à Bouaké car IB les soupçonnerait de vouloir lui voler la vedette. Autre confirmation, la modicité de l'armement des rebelles : des kalachnikovs principalement, et deux missiles sol-air SA-7 en guise de matériel de pointe, ce qui semble résolument écarter la thèse du soutien massif d'un pays étranger. Le sous-équipement n'empêche pas les rebelles de se battre, et bien, comme l'observe et le rapporte le GCP. « Chérif Ousmane savait guider ses troupes, note Courcelle. Il savait ce qu'était une tactique ». Lui-même fait preuve d'un vrai courage au feu comme en atteste sa blessure au bras, le 7 octobre, lors de la bataille de Bouaké. Comme elle menace de virer à la gangrène, le commandant veille à ce qu'elle soit soignée par des médecins militaires français... Ou comment Licorne, qui fournit déjà de l'équipement aux unités régulières ivoiriennes tout en les adjurant de ne pas s'en servir, secourt désormais ceux qui en sont les victimes et qu'elle pourrait affronter à tout moment.

Au final, Courcelle rend compte que « les rebelles peuvent atteindre Abidjan sans la moindre difficulté s'ils le souhaitent ». S'ils n'y parviennent pas, c'est donc uniquement en raison de l'obstruction des Français. Ce qui place évidemment le GCP en situation délicate... D'ailleurs, la mission baptiste est plusieurs fois la cible de manifestations dont l'une recense plusieurs milliers d'individus. Les commandos auraient certes du répondant en cas de débordement : à leur disposition, outre un entraînement sans guère d'équivalent, un attirail guerrier

impressionnant, mêlant armes de tous calibres, explosifs, jumelles à vision nocturne, mais aussi des transmissions fiables qui leur garantissent l'appui des hélicoptères dans l'heure. « J'ai souvent eu peur pour leur sécurité, avoue le général Beth. Je me posais régulièrement la question de leur rapatriement, mais ils me répondaient toujours être suffisamment protégés, or ils n'avaient que quelques hommes ; c'était dérisoire ! »^{XCV}. Leur principale arme, préventive, demeure donc le dialogue, dont l'art leur a été enseigné au cours de leur longue formation. À eux de convaincre les rebelles de l'utilité de conserver un détachement de liaison français à leurs côtés. « Le général Beth a épargné à la Côte d'Ivoire une guerre beaucoup plus dure, explique avec admiration le commandant Courcelle. Comme je lui suggérais de venir à Bouaké, il en a accepté le risque ». Le Comanfor¹² se présente en effet en hélicoptère et, même si les rebelles garantissent sa sécurité, nul ne peut écarter l'hypothèse qu'un groupe dissident – en particulier les partisans d'IB – pour évincer Tuo Fozié, se paierait un coup d'éclat sordide. Leur manière de se baptiser avec des noms mafieux, comme « Cosa Nostra », en accroît tout à fait la vraisemblance. Sans ciller, Beth leur tient un langage de soldat. « Arrêtez vos combats ! martèlet-il. Vous ne passerez pas tant que nous serons là. Discutez avec Gbagbo. Licorne n'est pas là pour tuer des Ivoiriens, mais elle fera ce qui est en son pouvoir pour protéger ses ressortissants ». Pas dupes, les rebelles dénoncent l'appui indirect apporté à Gbagbo. Mais le général est un militaire, il applique des ordres, et ils le comprennent. Tout à son rôle d'ambassadeur bis, il ne contente pas de surcroît de brandir la menace. C'est lui qui organise en octobre 2002 la première rencontre, ultra-discrète, et encore inconnue à ce jour, entre Tuo Fozié et Gbagbo, dans la basilique de Yamoussoukro, avec des

conditions de sécurité optimales. Nul ne doit sous-estimer en effet l'ambition d'Abidjan d'éliminer un des chefs de la rébellion. Tuo Fozie embarque donc dans un hélicoptère de Licorne après avoir revêtu un uniforme français et coiffé un béret rouge. Pour entretenir encore l'incertitude, il ne débarque à Yamoussoukro qu'encadré de deux parachutistes noirs. Beth et Courcelle le conduisent ensuite jusqu'à Gbagbo devant lequel, comme c'est de coutume en Afrique, il se met à plat ventre en signe de respect. Puis les deux Français s'éloignent pour les laisser seul à seul, espérant qu'un marché pourra être conclu. Mais pendant le retour vers Bouaké, le chef rebelle leur livre un compte-rendu pessimiste : « J'ai tout fait ! déplore-t-il. Je lui ai demandé pardon, je lui ai dit que nous devions discuter autour de nos revendications sur l'ivoirité. Mais c'est un Bété ! Il ne comprend que la violence ! » Et d'annoncer, prémonitoire : « Il s'accrochera au pouvoir jusqu'au bout. Seule la force l'en délogera ! »^{XCVI}

La rébellion prend donc ses marques. Sur le plan politique, la direction est confiée à Guillaume Kigbafori Soro, qui, dans des conditions rocambolesques, vient tout juste d'échapper à la répression à Abidjan. Originaire du nord, mais catholique, il est l'un des anciens leaders charismatiques de la FESCI (Fédération estudiantine et scolaire de la Côte d'Ivoire). De gauche, proche du FPI, il a glissé progressivement vers le RDR et Ouattara. Le 16 octobre, il est désigné comme secrétaire général de l'organisation rebelle, le Mouvement patriotique de la Côte d'Ivoire (MPCI). À ses côtés, quelques anciens de la FESCI, dont surtout son vieil ami Sidiki Konaté qui devient son porte-parole. « Tuo, décrit Courcelle, m'a annoncé que "le chef était arrivé !" J'ai cru qu'il se moquait de moi en voyant pour la première fois ce jeune homme vêtu d'un costume beige. Mais j'ai vite compris : Soro avait beau n'avoir que 30 ans, il était très

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

pied de nez à la diplomatie française puisque Dominique de Villepin se trouvait encore à Abidjan. Au signal de départ, deux mouvements, fortement complétés de mercenaires libériens¹⁵, se sont scindés : le MJP (Mouvement pour la justice et pour la paix) a pris la direction de Man, et le MPIGO (Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest), derrière un ancien compagnon de Guéï, N'Dri N'Guessan, dit Félix Doh, a visé, lui, Danané. Ensemble ils appellent le 2 décembre à l'union avec le MPCFI dont l'un des chefs militaires leur avait rendu visite au Libéria et qui, pour beaucoup, les aurait en réalité portés sur les fonds baptismaux. Vingt jours plus tard d'ailleurs, les trois groupements se réuniront au sein des « Forces nouvelles ».

Face à cette nouvelle dégradation, l'armée française campe dans la posture alambiquée dictée par Paris : « notre mission, explique le porte-parole de l'État-Major des Armées, consiste à faciliter le respect de l'accord de cessez-le-feu, et non à l'imposer »^{CXVI}. Le gouvernement français refuse tout pas supplémentaire qui serait immanquablement dénoncé des deux côtés comme de l'ingérence. Néanmoins, quand le MJP est devenu maître de Man, Licorne est intervenue, avec un hélicoptère des GCP du commandant Pons, appuyés par la compagnie D. du 2^e REP, pour en reprendre l'aéroport l'après-midi du 30 novembre, en déplorant un blessé contre plusieurs tués en face. Et dans la nuit, 160 ressortissants étrangers furent évacués, dont 40 Français. Licorne vide ensuite les lieux, mais dans les heures suivantes, elle prend encore en charge 80 étrangers un peu plus au nord, à Touba. Le pouvoir ivoirien ne lui en impute pas moins les succès rebelles dans l'ouest. Pour lui, il est évident qu'une telle efficacité trahit une formation militaire dispensée en particulier par les GCP à Bouaké. Le commandant Courcelle assiste bien à certains affrontements, en

particulier lors de la déroute infligée aux FANCI par le Comzone Zacharia Koné à Vavoua. Mais il certifie que « les rebelles n'ont absolument pas eu besoin de nos conseils ! »^{CXVII} Licorne atteindrait tout de même des sommets de schizophrénie en formant elle-même à Bouaké ceux qu'elle pourrait affronter ailleurs... Ce n'est pas elle la responsable de la déveine des FANCI, mais bien l'incurie du pouvoir ivoirien qui en est réduit à verser des primes de combat pour espérer garder des troupes en ligne à l'ouverture du feu.

Cette flambée de violence en tout cas confirme dans leurs convictions ceux qui voient des motifs financiers à la crise ivoirienne. L'ouest en effet concentre la plupart des plantations de l'or marron de la Côte d'Ivoire, le cacao, qui représente 40 % du PIB. En subventionnant les rebelles, les sociétés d'exploitation chercheraient à faire grimper les cours, surtout en cette année où ils s'annoncent bas en raison d'une excellente récolte. Une société se trouve particulièrement dans le collimateur, Armajaro, dont le siège est à Londres. Le crime est signé quand il est dit que son dirigeant, Anthony Ward, serait un ancien du MI5. Qu'importe que les services secrets britanniques n'aient pas grande expertise de l'Afrique francophone, leur ombre sulfureuse vaut validation du scénario maléfique. Que le cacao ait sali des mains, rien de neuf au soleil d'Abidjan. La fève sert depuis toujours à corrompre, que les sociétés soient consentantes ou non. Il est ainsi notoire que les plus grands producteurs ont octroyé à Gbagbo au début des événements une enveloppe de 15 millions d'euros. Ainsi l'argument est-il réversible : en s'opposant aux actions rebelles dans l'ouest, les soldats français peuvent aussi se voir soupçonnés de permettre au président ivoirien de continuer à financer sa guerre. « Le prix d'achat du cacao ivoirien, écrit cyniquement le professeur Christian Bouquet, était-il désormais fixé dans une nouvelle

monnaie, le dioula ? »^{CXVIII}. De manière générale, les acteurs économiques se verront régulièrement accusés de financer tel ou tel camp. Parce que les banques, les hôtels, le téléphone, le transport aérien et ferré, la distribution d'essence sont très majoritairement à elles – rapportant au passage à l'État ivoirien plus de la moitié de ses recettes fiscales – les entreprises françaises sont aussi soupçonnées de détenir un pouvoir considérable. Or la vérité est que les secteurs les plus rentables leur échappent. Le cacao est tenu principalement par les Américains Cargill et ADM, le Suisse Barry Callebaut et le Néerlandais Continaf; les gisements en hydrocarbures récemment mis à jour ont été cédés aux Américains. D'autre part, pour les grands groupes concernés, et systématiquement dénigrés, Bouygues, Bolloré, Vinci, Orange, le marché ivoirien représente une très faible part de leurs profits mondiaux. Quand bien même, les partisans de Gbagbo arguent qu'ils n'auraient pas supporté la révision des règles de la passation des marchés que celui-ci a impulsée^{CXIX}. Le premier s'est ainsi vu déposséder récemment du contrat de la construction d'un pont, mais, comme le souligne le journaliste Thomas Hofnung, sont-ce là « des arguments suffisants pour financer un coup d'État à l'issue forcément incertaine ? »^{CXX} Vraisemblablement non. Surtout que nul président ivoirien ne se montrera plus favorable aux grandes entreprises françaises que Gbagbo en personne... Il en va de même pour le cacao. Que tel ou tel acteur ait financé en 2002 l'un ou l'autre camp, rien de très surprenant ; s'il est avisé, il aura même arrosé les deux. Le MI5 devra se remettre en cause s'il est jamais avéré que l'un de ses prétendus agents aura parié dans le nord sur un quarteron de sous-officiers dont tout aurait pu laisser craindre, si près des catastrophes du Rwanda, de la Sierra Leone et du Libéria, qu'ils perturbent bien au-delà d'une saison le pays et même toute la région.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de la République, à Marcoussis.

En heureux prélude, une trêve est signée à Lomé le 13 janvier 2003. Toutes les délégations ivoiriennes s'envolent ensuite à destination de la métropole, déterminées. Pour le clan Gbagbo, le but est d'obtenir le désarmement des rebelles, c'est-à-dire un retour à l'ordre; pour ceux-ci, le départ du président, c'est-à-dire une révolution. À Bouaké, le commandant Courcelle a conduit les représentants du MPCFI à l'avion et il ne les décrit « guère enthousiastes »^{CXXXIV} : « ils savaient pertinemment que Gbagbo chercherait à les rouler ; ils ne lui faisaient aucune confiance. Tant qu'il resterait au pouvoir, rien ne progresserait selon eux ». Dans le camp présidentiel, Robert Bourgi ressent à l'opposé un peu trop d'allant, lui qui n'apprend la tenue de Marcoussis que quelques jours à l'avance. « Gbagbo a fait confiance à Villepin, dit-il. Une sympathie réciproque était née entre les deux hommes »^{CXXXV}.

Le ministre des Affaires étrangères prononce le discours inaugural dans la grandiloquence qu'il affectionne : « l'Histoire hésite, la Côte d'Ivoire hésite et l'Histoire vous oblige. Votre peuple vous regarde et il vous oblige »^{CXXXVI}. Pendant dix jours, les trente-deux participants ivoiriens, auxquels sont adjoints les trois représentants de l'ONU, de l'Union africaine et de la CEDEAO, seront astreints au huis clos, comme à Rambouillet, en 1999, pour le Kosovo. Le président des séances va même exiger encore plus. Pour tenir ce rôle, Jacques Chirac a appelé un vieil ami, Pierre Mazeaud, qu'il a nommé au Conseil constitutionnel pour, *dixit* celui-ci non sans humour, « avoir la paix à l'assemblée »^{CXXXVII}.

« Viens vite me voir ! » lui lance-t-il.

Une fois à l'Élysée, Mazeaud se fait expliquer :

« Je ne vois que toi pour cette commission !

– Mais je ne suis pas diplomate !

– Si, si, insiste le président. Dominique pense comme moi. Tu seras très bien pour cette affaire. »

Mazeaud sent bien le risque d'une impasse, de la mission perdue d'avance dont personne ne veut. De la Côte d'Ivoire, il n'a jamais vu que le stade d'Abidjan qu'il avait inauguré comme secrétaire d'État aux Sports en 1974. Mais il n'est pas homme à renoncer, lui, le premier Français à avoir vaincu l'Everest, l'ancien jeune loup de l'UDR qui avait osé aller exposer au général de Gaulle son désaccord sur l'élection du président de la République au suffrage universel. Et puis, il se dit que ses connaissances en droit font peut-être de lui un candidat pas si improbable. Et d'accepter *in fine*, dit-il, « pour faire plaisir à Jacques ».

Le juriste part avec sa valise, déterminé à passer toute la semaine sur place pour enfin faire émerger un accord. Les négociateurs ivoiriens le comprennent dès le premier jour : avec lui, les querelles doivent rester hors du camp. « Lors de la première poignée de mains, relate-t-il, j'ai été estomaqué de constater qu'ils ne se parlaient pas. Je leur ai annoncé d'emblée que tout le monde dormirait dans le même bâtiment alors qu'ils avaient prévu de récupérer chacun une petite maison ». Tous obtempèrent, Ouattara compris, qui dispose pourtant d'un appartement à Paris, mais pas Bédié qui retourne chaque soir à son domicile du 16^e arrondissement. Mazeaud leur concocte un programme intensif. Tous les matins, il commence à 8 h 30 par une rencontre d'une demi-heure avec son adjoint, le professeur ivoirien Diarra, puis il rencontre chacun des responsables politiques jusqu'à midi, en abordant toutes les questions qui fâchent. « Je leur disais à tous : trouvons un consensus pour ne plus compromettre l'avenir ». Au déjeuner, il casse rapidement les plans de table afin de mélanger tous les participants qui ne se

font pas prier. L'après-midi est consacré à une réunion plénière où l'ensemble des questions sont reprises. Au dîner, tous les deux jours, le président abandonne Marcoussis, le temps d'aller rendre compte à Jacques Chirac et Dominique de Villepin, puis il retrouve l'assistance pour la soirée, généralement bien arrosée grâce aux caves destinées aux rugbymen... Dans la solitude de sa chambre, il reprend enfin ses dossiers pour une bonne partie de la nuit, particulièrement celui de l'ivoirité, un thème qui lui est familier puisqu'en 1993, il avait plaidé et obtenu l'intégration du code de la nationalité française dans le code civil. « Petit à petit, relate-t-il, le climat s'est détendu. Les Ivoiriens se parlaient. » Au bout de quelques jours, c'est donc très confiant qu'il monte les marches de l'Élysée où Jacques Chirac, non sans l'agacer d'ailleurs, le reçoit en présence de son conseiller Afrique, Michel de Bonnecorse, qui lui semble ne pas partager ses espoirs : les Ivoiriens ne seraient pas capables à ses yeux de s'entendre, à l'heure actuelle en tout cas. Or le futur président du Conseil constitutionnel est formel : « Tous les participants se retrouvaient pour préférer la réussite à l'échec. Ils partageaient une certaine idée nationale et voulaient sincèrement aider leur pays à repartir sur les meilleurs rails. »

Comme entre amis qu'ils seraient devenus par la grâce de Marcoussis, les débatteurs ont parfois des mots durs. Ouattara en particulier, qui avait disparu d'Abidjan dans tous les sens du terme, profite de la tribune qui lui est salutairement offerte pour attaquer Gbagbo sans détours : « Notre pays est victime de l'instrumentalisation de l'identité. Par la faute de politiciens à courte vue, notre Côte d'Ivoire est devenue un pays où, au nom de l'ivoirité totale, les enfants renient leurs parents, où les hommes et les femmes renient leurs conjoints »^{CXXXVIII}. Le chef du RDR réclame donc une nouvelle constitution, un nouveau code de la nationalité, de nouvelles élections, mais dans une

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

barbouzes, soupçonnés de préparer des attentats contre Gbagbo et le leader de la Jeunesse patriotique, Blé Goudé. Une opération « homo » du service Action – c'est-à-dire une élimination physique – a même été débattue à l'Élysée contre l'un des chefs de la rébellion compliquant un peu trop la vie des soldats français dans le nord. Mais le feu est resté au rouge^{CLXI}.

Une cérémonie atteste des relations assagies avec Gbagbo. Pour la fête du 8 Mai, le colonel de Kersabiec suggère à l'ambassadeur Le Lidec de décorer un sergent ivoirien, prénommé Paul Koudou, qui a participé à la libération de la France, d'un titre créé par le gouvernement Balladur, la Reconnaissance de la nation. Le diplomate se montre enthousiaste. Car le sous-officier n'est autre que le père de Gbagbo qui, pour l'occasion, vient à Port-Bouët, au camp du 43, ce qu'Houphouët lui-même n'avait jamais fait. L'instant est plein d'émotion, le père du président, très affaibli, se redressant fièrement sur sa civière à l'énoncé de son grade. « Ce fut le plus beau jour de sa vie », confiera sa fille Jeannette à Kersabiec. Gbagbo est tout aussi touché. Aux soldats du 43, il raconte en particulier avec sa faconde habituelle comment Houphouët, pensant barrer un opposant dans la course au pouvoir, l'avait obligé à faire l'armée, lui le socialiste *a priori* anti-militariste. Sauf qu'il s'y est plu, au point de demander à faire le peloton d'élèves gradés. Effrayé, le « vieux » craignit de le voir « contaminer » toute l'armée et l'en fit donc sortir aussitôt. Kersabiec en profite pour faire signer à Gbagbo le livre d'or du bataillon et le paraphe du président vaut à lui seul trois ans de télégrammes diplomatiques : « Merci à nos amis français qui, comme à chaque fois, ont su être là aux moments importants de notre Histoire ! »^{CLXII} Est-il sincère ? Encore un peu de farine sur ses rapports avec la France ? En public, Gbagbo présente en effet de plus en plus Marcoussis comme un marché de dupes.

Alors que lui aurait ouvert le gouvernement aux rebelles, plaide-t-il, ceux-ci ne désarmeraient pas. Les Forces nouvelles assument : elles ne veulent pas franchir le pas avant des élections libres.

Ce crocodile qui se mord la queue durera sept ans. Quantité de diplomates et de militaires, de tous continents, de tous pays, s'échineront à lui trouver une solution qui est de toute façon condamnée à l'avance car aucune des parties ne la souhaite vraiment. La France se fait donc paratonnerre de toutes les tensions. À l'ouest, la situation se stabilise après diverses interventions de Licorne qui, comme en témoigne le général Bentégeat, a dû « cogner fort » pour chasser les milices libériennes³. Venu sur les lieux, le CEMA français ressent une atmosphère « semblable à celle d'août 1944. Les villageois nous acclamaient en libérateurs ; ces milices leur faisaient vivre le pire »^{CLXIII}. Le général se voit ainsi décorer façon locale par un chef de village exubérant qui lui offre parcelles de terre, femmes et tout ce qu'il voudra ! Dans le nord, la population souffre d'une économie vandalisée par la partition du pays et les pratiques mafieuses de la plupart des comzones. Licorne s'improvise arbitre entre ceux qui perdent leurs nerfs. « Si nous n'avions pas sauvé la mise à Soro, déclare un haut gradé français, ils se seraient entretués ». Des soldats auraient aussi bravé les ordres pour venir au secours d'individus enfermés dans des conteneurs chauffés à blanc par le soleil^{CLXIV}. Au sud, le paroxysme de la francophobie est atteint le 20 octobre 2003 avec le meurtre du correspondant de RFI, Jean Hélène, par le policier Théodore Séri qui avoue n'avoir agi que par racisme : il écope de 17 années de prison. En quelle mesure le gouvernement ivoirien est-il responsable ? Pour en juger, l'ambassadeur Le Lidec franchit une nouvelle fois les quelques

mètres le séparant de la résidence de Gbagbo qu'il trouve « défait, sans énergie » : « Que puis-je faire ? » se lamente le président auprès du Français, qui croit en sa sincérité. « Je vais vous emmener, dans ma voiture, auprès de la dépouille, réplique ce dernier. Vous devez y aller ». Le président renâcle, mais il finit par céder. Sur place, le diplomate demande que le corps soit dévoilé afin que Gbagbo puisse se rendre compte de l'horreur. Celui-ci fait un pas en arrière, refusant de « voir ça ». « Vous ne voulez pas regarder ce que vous avez fait ! »^{CLXV} sanctionne l'ambassadeur. Son jugement sévère fait plus allusion aux années d'une politique déraisonnable, qui ont conduit à ce drame, autrefois impensable en terre ivoirienne, qu'à la personne même du président qu'il ne pense pas responsable. La mort de Jean Hélène est symptomatique d'une ambiance délétère où celui qui est différent est forcément coupable.

Un mois plus tard, Licorne contrecarre un projet de reconquête de Bouaké par les Jeunes Patriotes. Comme la rumeur affirme que des unités régulières y prendraient part, le nouvel adjoint du général Joana à la tête des forces françaises, le général Bertrand Ract-Madoux, intervient auprès du chargé des opérations à l'État-Major ivoirien, le général Philippe Mangou, élève de Saumur comme lui. L'armée ne bougera pas. Et le 1^{er} décembre 2003, seulement trois cents miliciens viennent donc se frotter à la zone de confiance où ils butent sur les positions du régiment de marche du Tchad. Mais ils n'insistent pas. Et, finalement, le brouillard semble laisser place à l'espoir. Au sud, les opposants siègent au gouvernement. Au nord, après accord avec le colonel Bakayoko, Licorne étend son dispositif qui, certes, vu les effectifs engagés et la taille du pays, ressemble plus à une peau de léopard, mais son arrivée au nord de Bouaké permet en particulier de faire sauter les postes de racket sur la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

IV

Fort-Bouët

À l'automne 2004, la France, quand elle regarde en dehors de ses frontières, n'a d'yeux que pour l'Afghanistan et l'Irak. La Côte d'Ivoire reste cette Afrique à touristes, cette terre d'élection pas encore trop abîmée par les crises de 1999 et 2002. Pourtant, à l'Élysée comme à l'État-Major des Armées, ainsi que le souligne le général Georgelin, qui a succédé au général Bentégeat à l'État-Major particulier du président de la République, elle est « le plus gros dossier opérationnel »^{CLXXXII}, par l'extrême sensibilité de la situation, aussi par l'effectif déployé. L'un explique logiquement l'autre, mais certains, même parmi les plus hauts responsables de l'EMA, grommellent contre les renforts dépêchés sur place sans qu'ils en soient toujours informés^{CLXXXIII} ou contre des relèves qui durent un mois en raison du chassé-croisé des véhicules, chaque unité repartant avec les siens. Deux ans après sa création, une certaine routine s'est emparée de Licorne. Mais les événements à venir vont rappeler au monde la pertinence de sa présence en Côte d'Ivoire.

La dégradation des dernières semaines interroge les autorités françaises. En apparence, l'ambassadeur Le Lidec et le général Poncet ne sont pas faits pour s'entendre. Comme il le souhaitait, le second ne s'est pas cantonné au seul versant militaire du problème ivoirien. Il s'est donc imposé dans la définition des plans d'évacuation, il a rencontré les associations de Français de l'étranger et donné des conférences à la chambre de commerce francoivoirienne. Mais par-delà les querelles de périmètres, les deux visages de la France en Côte d'Ivoire jouent bien la même

partition, consistant à tout faire pour rassurer Gbagbo et l'amener aux élections en le convainquant qu'un vrai grand chef comme lui ne peut que les gagner. Les incartades verbales du président, les accrochages ici ou là, sont passés à la moulinette des intérêts suprêmes de la Côte d'Ivoire et de la France. Paris, en quelque sorte, n'est pas sans suivre le conseil bientôt distillé par Omar Bongo au général Poncet : « Vous les Blancs, vous êtes toujours pressés ! Les Bétés ne sont pas depuis longtemps au pouvoir. Et j'avoue qu'ils m'ont surpris. Mais laissez-les s'amuser encore un peu. Il faut qu'ils en croquent eux aussi ! »^{CLXXXIV}

Gildas Le Lidec l'avoue honnêtement: « jusqu'en novembre 2004, j'ai été séduit par le personnage de Laurent Gbagbo »^{CLXXXV}. De manière autoritaire, il signifie ainsi au chef de poste de la DGSE partageant ses locaux qu'il ne veut aucune interférence dans ses relations avec le président ivoirien. De multiples conversations lui en ont fait apprécier la bonhomie et l'ont convaincu que son anti-colonialisme n'était que façade, qu'au fond de lui, Gbagbo était l'ami de la France. Le Boulanger sait, il est vrai, devenir plombier à l'occasion en alternant magnifiquement le chaud et le froid. D'un côté, il vitupère contre la présence de Licorne dans son pays, de l'autre il s'est rendu au pot de départ organisé par le général Dary, adjoint du Comanfor. Il est aussi metteur en scène en manipulant tous ses visiteurs français, qu'ils soient membres de la diplomatie, du PS, de la franc-maçonnerie, pour que le message passe en France que non, il n'est pas un apprenti dictateur. Magicien enfin, ou surtout bon payeur, il se procure les télégrammes diplomatiques qui valent à Le Lidec une passe savoureuse. Ayant compris que le président parvenait à le lire par-dessus l'épaule, celui-ci se force en effet à changer de style. « Vous écrivez moins bien qu'avant ! »^{CLXXXVI}, lui fait remarquer Gbagbo

quelque temps plus tard.

La bienveillance n'empêche pas cependant l'ambassadeur de faire preuve de fermeté quand il le faut. Le plus symbolique est sa décision de ne pas faire reconstruire le lycée français saccagé par les Jeunes Patriotes lors des émeutes post-Marcoussis. « C'est à vous de le faire ! » lâche-t-il à Gbagbo qui s'en émeut, tous ses proches ayant perdu l'établissement de prestige d'Abidjan pour leurs progénitures. Le Lidec y fait même trôner la carcasse de la voiture du directeur sur un piédestal avec pour seule inscription: « 28 janvier 2003 ». « J'avais en mémoire les impacts de balles qui ont été conservés sur le ministère de la Défense, boulevard Saint-Germain », explique-t-il.

De même le général Poncet. Ses bonnes dispositions à l'égard de Gbagbo ne l'ont pas empêché de fermer un grand nombre de petits postes pour concentrer la force de frappe de Licorne ou, dans le même esprit, de garder l'essentiel de sa flotte d'hélicoptères à Abidjan, là où tout se passe toujours en Côte d'Ivoire. La sécurité de Port-Bouët, indéfendable avec ses kilomètres simplement grillagés, a considérablement été renforcée grâce à la pose de merlons et à la construction de tours de guet que les autorités militaires françaises jugeaient jusqu'alors comme un trop mauvais signe de fermeture à l'encontre de la population ivoirienne. Le ton a également été donné avec les premiers Jeunes Patriotes se présentant devant le camp : après deux sommations, les forces spéciales les ont repoussés à la « gomme cogne »¹. Fin de la manifestation. Quant à leur leader, Blé Goudé, qui a longtemps espéré rencontrer le nouveau Comanfor, il en a été pour ses frais. « Vous ne faites pas partie du gouvernement, lui a répondu Poncet, vous êtes un voyou. Je n'ai donc aucune raison de vous recevoir »^{CLXXXVII}.

Il n'en reste pas moins que le général, par ses convictions

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

sans doute les étoiles n'ont été mieux alignées en France pour Gbagbo ? L'Élysée, le Quai d'Orsay, Licorne, tous, dans leur ensemble, convergent pour estimer qu'il est le président légitime, que rien ne se fera sans lui et que, vu sa complaisance pour les intérêts français, il serait même souhaitable qu'il se maintienne. Et puis, si jamais leur dessein avait été d'éliminer Gbagbo, pourquoi faire tuer des Français quand il suffisait en 2002, et même au début 2004, avant que les FANCI ne soient prêtes, de laisser faire les Forces nouvelles ? La vérité est que Gbagbo a lancé son offensive avec la bénédiction tacite de Licorne qui, par diverses voies, lui a garanti sa passivité à condition qu'il fasse vite et qu'il n'attende ni aux Français ni à l'ONUCI ni aux civils.

D'autre part, le général Thonier certifie que les équipages des Soukhoï ne doivent d'avoir échappé à l'élimination qu'au délai de réponse de l'État-Major des Armées pour l'ouverture du feu: « Si elle était tombée plus tôt, les aviateurs n'auraient pas eu le temps de débarquer et ils seraient morts dans l'explosion de leurs appareils »^{CCVIII}. Les accusateurs y verront la preuve de la duplicité des autorités françaises. Pourquoi dans ce cas, surenchéiront-ils, Licorne n'a-t-elle pas interpellé les équipages après la destruction ? Ils oublient que les soldats français se comptent moins de deux cents à Yamoussoukro quand les forces ivoiriennes, qui ont fait de la ville leur base principale, sont plus de mille. Or jamais celles-ci ne les auraient laissés mener sans réagir une opération punitive.

Ces soupçons s'expliquent en réalité par le fait que Licorne, à deux reprises au moins, a bien détenu pendant plusieurs heures des mercenaires de l'Europe de l'Est, et qu'à chaque fois elle les a libérés. Les vingt premiers, des Biélorusses, Russes et Ukrainiens, seront alpagués lors de la prise de contrôle de l'aéroport d'Abidjan, très peu de temps après le drame de

Bouaké auquel ils n'ont donc pas pu être mêlés. « Quand j'ai été averti de leur capture, explique le général Bentégeat, j'ai appelé notre directrice des affaires juridiques à l'État-Major des Armées, qui m'a soutenu avec raison que les armées françaises n'avaient aucun droit de priver de leur liberté des ressortissants étrangers dans un pays tiers ! »^{CCIX}. Les autres mercenaires arrêtés, au nombre de huit, tous Biélorusses, posent plus de questions. Ils sont interpellés le 16 novembre au Togo après avoir franchi la frontière discrètement, par la route. Le ministre de l'Intérieur du pays, François Akila Easo Boko, en prévient les autorités françaises à Lomé et à Paris qui n'auraient pas manifesté d'intérêt pendant quinze jours^{CCX}. Cette fois, semble-t-il, le crime serait signé puisque certains avancent que, contrairement à Abidjan, les deux pilotes responsables du bombardement figuraient bien dans le groupe : si la France n'en veut pas, c'est parce qu'elle est complice ! Plusieurs fois interrogée à ce sujet, Michèle Alliot-Marie finira par expliquer que les preuves étaient insuffisantes pour justifier de poursuites judiciaires. En effet, si les lois de la guerre avaient couvert la France dans la destruction d'aéronefs et de leurs équipages, car ils ont ouvert le feu sur ses soldats, le droit, comme l'a notifié le CEMA, lui interdit de retenir des ressortissants étrangers sans raison. Faux, argue l'autre bord: tout auteur d'une infraction contre les armées françaises est traduisible devant le TAP¹⁰, et même, la loi pénale française serait applicable hors de l'Hexagone à l'auteur d'un crime commis par un étranger si la victime est française. Encore faudrait-il être sûr de l'identité des suspects. À en croire une note attribuée à la DGSE et révélée par la presse, elle ne ferait aucun doute: il s'agirait de Yuri Sushkin et Barys Smahin^{CCXI} – pour d'autres, elle ne serait pas si sûre, la qualité des photos à leur descente d'avion, prises au téléobjectif

à 500 mètres, avec les casques recouvrant une partie du visage, s'avérant insuffisante^{CCXII}. Enfin, cynisme pour cynisme, si la France se comptait parmi les affreux commanditaires de Bouaké, pourquoi n'a-t-elle pas tout bonnement ordonné l'élimination des équipages avec leurs appareils ? Pourquoi, vu l'extrême sensibilité de l'affaire, prendre le risque de les laisser s'évader ? La réalité est que, dans la fureur du moment, Licorne et l'État-Major des Armées sont surtout occupés à éviter que les Soukhoï ne sévissent à nouveau. « Ce qui nous importait, explique le général Thonier, n'était pas d'arrêter les équipages, mais d'être certains qu'ils ne pourraient plus nous nuire »^{CCXIII}.

La véritable énigme de Bouaké reste donc irrésolue : comment les aviateurs, qui viennent de bombarder des Français, osent-ils revenir se poser à quelques dizaines de mètres d'une de leurs unités équipées de missiles Milan, dont ils connaissent parfaitement la présence ? D'aucuns argueront de réserves en carburant épuisées, mais, une fois à terre, les aviateurs ne courent pas ; ils regagnent tranquillement leurs quartiers¹¹. Or même des mercenaires de l'est ne peuvent douter un instant de la sentence qui les attend après avoir nui à des forces dites impartiales. Voilà bien la preuve ultime, pour les critiques, de la culpabilité de la France: les pilotes ont un sentiment d'impunité parce qu'ils ont obéi à un ordre plus ou moins direct des Français. C'est sans doute la plus nocive des conséquences du non-interrogatoire des fugitifs au Togo¹² : l'absurdité de ce scénario ne peut être combattue qu'avec des hypothèses encore de nos jours invérifiables. La première, qui paraît la plus évidente, serait que les pilotes ignoraient avoir frappé une unité française, qu'ils se sont donc trompés de cible. L'ancienne école de sous-officiers, ainsi que deux *checkpoints*, sont tenus par les Forces nouvelles dans les alentours. « Nous avons visé une

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Le Comanfor requiert toutefois l'autorisation du CEMA à Paris. « Poncet m'a appelé, relate le général Bentégeat, en me disant, calmement, qu'il allait être submergé à l'aéroport. Or en perdant celui-ci, nous n'avions plus de moyens d'acheminer des renforts ou d'évacuer les ressortissants. "Tu ne peux pas t'imaginer la foule qui est en train de fondre sur nous !" disait-il. Il n'y avait plus pour seule solution que d'interdire le franchissement des ponts. "Je vais faire tirer les hélicos, a-t-il annoncé, en évitant au maximum de provoquer des pertes en face" »^{CCXXXIV}. Bentégeat donne son accord. Vers 23 h 45, le colonel Bohineust ordonne donc au commandant de l'escadrille de Port-Bouët, le capitaine F., de décoller avec un Puma Pirate¹⁸. L'appareil survole la lagune à basse altitude, pour se montrer et surtout se faire entendre. À travers ses jumelles à intensification de lumière, l'équipage découvre avec surprise l'ampleur de la foule ; le pont Charles-de-Gaulle est recouvert d'une masse abondante qui continue à traverser au pas de course en dépit de sa présence. Pour la convaincre d'arrêter, plusieurs rafales sont tirées dans l'eau, de chaque côté de l'ouvrage. En vain. Des tirs sont donc opérés sur le tablier, devant la foule, de plus en plus près. Des tirs de barrage sont également réservés à des véhicules.

« Je ne sais pas s'il y a eu des victimes », témoigne le général Thonier. Perché sur le toit de la chancellerie diplomatique, avec un gendarme le plaquant régulièrement au sol pour le faire échapper aux balles tirées dans sa direction, l'ambassadeur Le Lidec assiste avec stupeur à ce spectacle glaçant. « Ma première réaction en voyant les hélicoptères tirer sur les ponts, avoue-t-il, a été : Poncet est fou ! Mais j'ai compris, le calme revenu, qu'il avait pris la meilleure décision possible et qu'il avait fait preuve de beaucoup d'efficacité »^{CCXXXV}. Car pour lui, cela ne fait pas de doute : sans

cette intervention radicale, la France allait subir un « Diên Biên Phu africain ».

Rares sont ceux qui se risquent dorénavant à traverser. Le Puma essuie des tirs de balles traçantes en provenance du nord de la lagune. Pour lui permettre de recharger ses munitions et faire le plein, une Gazelle canon des forces spéciales le relève; les deux alterneront toute la nuit. La foule se calme sensiblement à partir de 2 h 30¹⁹. « Nous avons remporté la bataille psychologique, relate Thonier : le gros des manifestants était maintenu au nord des ponts, et ceux qui avaient réussi à traverser au carrefour d'Akwaba se retrouvaient coincés »^{CCXXXVI}. À l'aide de quelques centaines d'obus, l'ALAT a sauvé Port-Bouët qui semblait destiné au sort de Fort Alamo.

Le lendemain matin, 7 novembre, les hélicoptères survolent une ville sonnée. Deux Hercules décollent du Gabon avec le renfort tant attendu du 2^e REP. Licorne marche alors sur des œufs. Il faut en effet une certaine longueur de piste aux transporteurs pour se poser, et il est pour l'heure impossible de les leur garantir... Or, vu la distance à parcourir, il ne leur faut pas attendre trop longtemps pour entamer un demi-tour, sous peine de se retrouver à sec. Vers 4 heures du matin, Poncet demande ce qu'il doit annoncer à Paris. « Feu vert pour l'atterrissage », lui suggère Thonier qui sait l'importance capitale de l'arrivée des légionnaires. Il ne reste que deux heures pour que son vœu devienne réalité... La mission incombe au patron du 43^e BIMa, le colonel de Revel, qui, renforcé par un peloton de gendarmerie, fait reculer les Jeunes Patriotes à l'aéroport à coups de gaz lacrymogène et grenades offensives. Et à 6h30, les Hercules se posent en limite de piste. « Le REP était là, commente Thonier, il pouvait relever le BIMa qui était exténué, c'était gagné ». Pour se donner un peu plus d'air,

Licorne repousse ensuite les Jeunes Patriotes du carrefour d'Akwaba vers le boulevard Valéry-Giscard-d'Estaing. Les évacuations peuvent alors se dérouler plus sereinement, au moins en zone 4 où deux hôtels servent de lieux de regroupement. Bien des ressortissants y ont échappé à la violence grâce à la protection des Libanais qui tiennent fermement leur secteur, mais aussi à des Ivoiriens qui, soutiens de Gbagbo ou non, ne tolèrent pas que l'on s'en prenne à leurs amis et voisins.

Communément décrit comme un grand stratège, Gbagbo a prouvé son incompetence en matière de tactique militaire. Si jamais son but, ou celui de ses proches, était de faire tomber Port-Bouët, il lui aurait suffi d'insister quelque peu tant le déséquilibre des forces était flagrant. « Sans doute nos tirs depuis les miradors les ont-ils découragés, avance le général Thonier. Probablement aussi ont-ils surestimé nos forces même s'ils étaient bien renseignés puisque des Ivoiriens venaient travailler chaque jour dans le camp ». C'est une ville d'Abidjan retombée dans la torpeur que découvrent les premiers renforts arrivant de métropole vers 16 h 30. Mais le danger est partout dans le pays. Un convoi logistique se trouve ainsi en très fâcheuse posture depuis la veille dans la ville de Dabou, à l'ouest d'Abidjan. Parti ravitailler San Pedro, il a dû y faire halte sur le trajet retour en raison de troubles. Vers 15 heures, la quarantaine d'hommes qui le composent se sont réfugiés dans le centre de soins de Songon devant lequel quatre fois moins de manifestants ont commencé un siège, sans anicroche majeure, mais le 7, ils sont déjà six fois plus nombreux, et, parfois avinés, ils tentent de pénétrer à l'intérieur. Vers 10 heures, le Puma Pirate du capitaine C., après une manœuvre hardie pour se poser dans la cour, ravitaille ses compatriotes en armes, nourriture et eau. La température monte d'un cran supplémentaire avec des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

son peuple soit en mesure de l'obtenir le plus rapidement possible »^{CCLVI}. Le président de la République pense surtout à des élections. Six ans, presque jour pour jour après Bouaké, seront nécessaires.

1. Balle en plastique non létale.

2. Ces lignes rouges seront confirmées à plusieurs niveaux par les chefs militaires ivoiriens à leurs homologues français.

3. Il faut noter que rien n'atteste de la préparation d'une offensive dans le nord à cette époque.

4. Il est utile de souligner ici que sa présence ne signifie en rien la collaboration des armées françaises ; elle relève des accords militaires.

5. Auteur de remarquables *Chroniques de guerre* (L'harmattan, 2012).

6. Et l'ONUCI, mais celle-ci n'a pas les moyens de s'y opposer.

7. Il est intéressant de noter que tous à l'État-Major des Armées ne partagent pas cet avis. D'aucuns, au CPCO, beaucoup moins conciliants à l'égard de Gbagbo, étaient partisans – à condition d'avoir été correctement informés de la situation, ce qui n'est pas le cas – de sanctionner immédiatement les franchissements de la zone de confiance. La Côte d'Ivoire est une ensorceleuse, qui parvient à diviser chaque lieu de pouvoir à Paris avec autant de passion qu'à Abidjan.

8. Les Mirage toutefois ne seront transférés que plus tard alors que le général Poncet réclamait depuis le mois d'octobre qu'ils survolent Abidjan et tout le pays en escomptant un effet dissuasif.

9. Système d'arme (sol-air) à très courte portée.

10. Tribunal aux armées de Paris.

11. Avant d'être mis en sécurité par les Ivoiriens au palais présidentiel lui-même.

12. À moins que des démarches plus discrètes auprès des intéressés aient eu lieu et qu'elles aient permis d'établir le véritable scénario. La note de la DGSE, datée du 17 novembre 2005, abondamment reprise par la presse, avance en effet que les pilotes faisaient bien partie des huit mercenaires au Togo. Leur libération a pu faire l'objet de tractations avec la Biélorussie...

13. Plusieurs témoins ont décrit à l'auteur ne pas avoir eu le temps de s'y intéresser sur le moment.

14. *Immediate Extraction* – « Récupération des équipages tombés au sol. »

15. 10 pour les Gazelle canon, 11 pour les Gazelle Viviane (équipées de missiles Hot).

16. Il est vrai que le stress est beaucoup moins compréhensible à Paris où, à leur rapatriement, la vérification de l'identité des corps aurait pu être effectuée.

17. Licorne et l'ambassade avaient noté depuis longtemps le repérage par les Jeunes Patriotes des villas des ressortissants français.

18. Puma équipé d'un canon de 20 mm.

19. Curieusement, les manifestants ne se sont pas rabattus sur l'autre pont, Houphouët-Boigny.

20. Auteur d'une très remarquable étude des relations francoivoiriennes entre 2002 et 2006 (*Le borbier ivoirien*, Privat, 2005)

21. Le bilan exact est inconnu. Mais il est très probablement inférieur à un cinquantaine de victimes.

22. Voire Gbagbo lui-même selon certains témoignages recueillis par l'auteur.

23. La photo sera d'abord publiée par le journal local,

L'Inter, le 4 décembre suivant.

24. Thèse d'autant plus crédible qu'en 2011, les partisans de Gbagbo feront le parallèle entre les chars de Licorne et ceux de l'URSS envahissant Prague...

25. Il varie selon les sources, ivoiriennes ou françaises...

26. Soit le triple de ce qu'annonce en France Michèle Alliot-Marie le 30 novembre pour les journées des 6 au 9 novembre.

27. Déclaration du ministre de la Santé ivoirien (25 novembre 2004) qui souligne néanmoins que 90 % des blessés sont dus aux mouvements de foule, et donc pas à d'éventuels tirs français.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

contrôler le processus électoral par le biais essentiellement de la constitution des listes. De plus en plus accusé de parti-pris en sa faveur, Thabo Mbeki réagit mollement, privilégiant la signature de nouveaux accords, le 19 juin, baptisés Pretoria II, qui sont sans plus d'effet. Son action est de plus en plus critiquée : « son représentant à Abidjan, témoigne André Janier, ne voyait pas le conflit comme une affaire ethnique, interne en tout cas à la Côte d'Ivoire, mais comme un conflit post-colonial. Il parlait même parfois d'apartheid ! » Probablement se laisse-t-il trop influencer par l'histoire de son propre pays. « Mbeki, poursuit Janier, avait été très marqué par le séjour que lui avait organisé Gbagbo en novembre 2004. Il avait le souvenir des soldats français face à la foule ivoirienne ». Le président sud-africain subit des attaques de toutes parts. Chez lui, il se voit reprocher d'avoir en partie délaissé des affaires jugées supérieures, le Congo et le Soudan^{CCLXXVI}. À l'extérieur, le plus virulent est finalement Jacques Chirac qui, dès le mois de février, l'a accusé de ne pas comprendre l'« âme et la psychologie » de l'Afrique de l'Ouest. Le président de la République en aurait autant pour le Quai d'Orsay, et particulièrement pour la conseillère Afrique des ministres successifs depuis Dominique de Villepin, Nathalie Delapalme, partisane d'une ligne souple à l'égard de Gbagbo quand Bouaké l'a définitivement discréditée aux yeux de Chirac et de son conseiller Bonnacorse : elle sera évincée avant la fin de l'année.

Mbeki, lui, jette les gants le 30 août en se retirant de la médiation. Et les élections présidentielles en Côte d'Ivoire sont reportées. Quid alors de la légitimité de Gbagbo dont le mandat s'achève le 30 octobre 2005 ? Le 6, l'Union africaine invente un ersatz de tutelle internationale en suggérant la création d'un Groupe de travail international (GTI)⁶, qui veillerait

mensuellement à l'état du pays, Gbagbo étant prolongé pour un an « maximum » avec un Premier ministre encore et toujours de consensus. Un peu désemparée, l'ONU s'empresse de reprendre l'idée à son compte par la résolution 1633 du 21 octobre.

Le GTI se réunira treize fois. Pour marquer son intérêt, la France y envoie systématiquement son ministre de la Coopération, Brigitte Girardin, accompagnée du directeur Afrique au Quai d'Orsay, Bruno Joubert⁷. Mais le pouvoir ivoirien n'est pas du tout prêt à se laisser dessaisir de ses prérogatives. Plus d'un mois est ainsi nécessaire aux différents partis politiques pour s'accorder sur le nom du nouveau Premier ministre, Charles Konan Banny. Diplômé de l'ESSEC, ancien gouverneur de la BCEAO, membre du PDCI, extérieur à la crise jusqu'à présent, celui-ci rallie de fait nombre de suffrages. À peine nommé, il cherche à se défaire de l'emprise de Gbagbo en instituant un conseil de gouvernement, et non des ministres. Mais pour le président, tout est bon pour disputer l'autorité du GTI avec une vigueur démontrant que Bouaké est déjà de l'histoire ancienne. Le 2 janvier 2006, une mutinerie éclate ainsi au camp FANCI d'Akouédo. Tous les hélicoptères de Licorne sont aussitôt mis en alerte, deux Gazelle étant maintenues en vol de surveillance pendant douze heures en tout, dont une avec un photographe. Très vite le pot aux roses est découvert : les prétendus mutins sont de pauvres erres qui ont été recrutés dans la rue et revêtus d'uniformes. Gbagbo a-t-il voulu orchestrer un nouveau 2002 pour cacher derrière le paravent d'une fausse rébellion l'élimination de ses concurrents ? Le 16 janvier, aux cris de « Laissez-nous régler nos problèmes tout seuls ! », les manifestants envahissent à nouveau Abidjan après que le GTI a déclaré, en conformité avec la résolution 1633, la fin du mandat de l'Assemblée nationale que Gbagbo voulait proroger. Le 17,

les ministres FPI démissionnent du gouvernement. Port-Bouët n'a droit qu'à un sit-in à bonne distance. « Les officiers ivoiriens avec lesquels nous étions en relation, explique le colonel de Vathaire qui commande alors le 43^e BIMA, savaient pertinemment qu'en 2004, nous n'avions utilisé qu'une partie de nos forces et que donc nous leur avons évité un maximum de pertes. Nous leur avons clairement fait comprendre qu'ils avaient une ligne rouge à ne pas franchir : personne ne devait pénétrer dans l'enceinte de Port-Bouët. L'entente était tacite, mais tout le monde savait que la réplique, en cas de violation, serait terrible pour les Ivoiriens... »^{CCLXXVII}. En revanche, l'ONUCI est directement visée et pas n'importe comment. Les bataillons sénégalais et tchadiens sont soigneusement évités, car ils ont la réputation de très bons combattants. Les Pakistanais et les Bangladais, qui ont déjà été amenés à abandonner leurs armes, subissent, eux, un assaut en règle qui les conduit à appeler Licorne à l'aide. « Nous avons eu vraiment peur d'un débordement total de l'ONUCI, témoigne Vathaire. Les images de soldats pakistanais enchaînés à l'arrière de véhicules des Jeunes Patriotes auraient été désastreuses pour l'ONU, mais aussi pour la France ». Le plus grave se déroule à l'hôtel *Sebroko*, QG de l'organisation à Abidjan, qui est investi. Le patron de Licorne, le général Elrick Irastorza, flaire le guet-apens : le pouvoir veut attirer les soldats français en interposition pour fabriquer de toutes pièces un nouvel hôtel *Ivoire*. « C'était une provocation de plus pour impliquer les Français », analyse le colonel Bohineust de nouveau à la tête des hélicoptères après son séjour en 2004. Le Comanfor contourne donc l'obstacle en ordonnant à des Puma de convoier en toute discrétion des forces spéciales, de nuit, sur les plages proches des positions de l'ONUCI qu'elles appuieront à distance.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent. » Mais dans l'ombre d'une cellule diplomatique peu tournée vers l'Afrique, emmenée par Jean-David Levitte, un ersatz de réseau Foccart s'est reconstitué, essayant d'accaparer les rapports personnels avec les chefs d'État africains. Il est managé par le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, et y gravite celui qui incarne au mieux, pour tous, cette vision des relations franco-africaines, Robert Bourgi, en rupture de ban avec la précédente équipe élyséenne. L'avocat, reconnaît Guéant, « apporte des points de vue différents par rapport à ceux véhiculés par les canaux officiels. Il nourrit notre réflexion [...] Il a des contacts directs au plus haut niveau qui sont importants pour des relations internationales qu'il ne faut pas aborder comme des rapports froids, désincarnés »^{CCXCI}. Les premiers actes du gouvernement ne trompent pas. Si Jean-David Levitte parvient à convaincre la présidente libérienne, Ellen Johnson Sirleaf, de passage à Paris, d'accepter à l'impromptu d'accomplir la première la visite à l'Élysée d'un chef d'État africain – histoire de damer le pion à l'indéracinable Bongo – il échoue en revanche à imposer pour étapes au premier voyage présidentiel sur le continent les terres d'avenir, comme le Ghana et l'Afrique du Sud, Nicolas Sarkozy leur préférant le Sénégal et... le Gabon. Le Congo-Libreville et ce dernier se sont également vus accorder des annulations de dettes bien supérieures aux préconisations du Trésor et le ministre de la Coopération Jean-Marie Bockel est muté aux Anciens Combattants pour avoir proclamé l'« acte de décès de la Françafrique », soit, dit en d'autres termes, ce que promettait le candidat Sarkozy un an plus tôt.

À Abidjan, Gbagbo ne peut que se satisfaire d'un côté de la poursuite de la rationalisation des relations impulsée par Jacques Chirac, de l'autre de l'influence revenue de son ami

Bourgi, ce qui ne signifierait pas, à en croire celui-ci, le retour des « pratiques antérieures », c'est-à-dire le transit de liasses de billets vers Paris : Nicolas Sarkozy ne voudrait pas des « cadeaux »^{CCXCII} des chefs d'État africains. C'est ainsi que Licorne voit encore son effectif dégraissé : 3 000 hommes en 2007, moins de 1 000 en 2010 – malgré le souhait inverse de l'ONUCI, des ressortissants français et de l'ambassadeur Janier qui a mis en garde contre une perte d'influence pour la France en Côte d'Ivoire, voire sur tout le continent. Le CEMA, lui, n'y trouve rien à redire: « De 2006 à 2010, relate le général Georgelin, il ne s'est plus rien passé sur le plan militaire. Quasiment pas un coup de feu n'a été tiré et je n'ai par exemple éprouvé le besoin de m'y rendre qu'une seule fois. » Son sous-chef opérations de 2007 à 2008, le général Puga, complète : « Il était normal de réorganiser notre dispositif dans le cadre du livre blanc et de la loi de programmation militaire. La situation était à peu près sous contrôle, même si elle ne se clarifiait pas au rythme souhaité. L'ONUCI faisait son travail, nous pouvions nous alléger en essayant de garder un équilibre avec le maintien d'une force suffisante pour la protection de nos ressortissants »^{CCXCIII}. En 2010, confiant dans le processus électoral, et toujours à la recherche d'économies, l'Élysée réclamera même une baisse supplémentaire jusqu'à 450 hommes. L'État-Major des Armées, cette fois, tirera la sonnette d'alarme : avec pareil effectif, Licorne ne pourrait plus s'emparer de l'aéroport ; civils et militaires seraient donc piégés. Et il obtiendra satisfaction.

Les ministres français reviennent également à Abidjan. Symptomatiquement, le premier est le titulaire de la Défense, Hervé Morin, le 5 décembre 2007. Puis viendra en juin 2009, Bernard Kouchner, première visite d'un ministre des Affaires étrangères en Côte d'Ivoire depuis Dominique de Villepin en

2003. Les deux Français s'entretiennent avec Laurent Gbagbo, ce que Brigitte Girardin n'avait jamais fait qu'une fois – elle qui ne se déplaçait que dans le cadre du GTI et en prenant soin de souligner que « c'était à la demande de ce dernier ». « Sarkozy nous fait espérer »^{CCXCIV}, déclare le président qui fait mine cependant d'oublier que, s'il est prêt à remettre les relations francoivoiriennes sur les meilleurs rails, le président de la République pose pour condition impérative la tenue d'élections dans le respect des règles démocratiques. Robert Bourgi en témoigne, que Claude Guéant sollicite pour convaincre son ami ivoirien de s'en remettre aux urnes. « Chaque fois, relate-t-il, je passais Gbagbo au téléphone à Guéant. Chaque fois, il promettait de tout faire »^{CCXCV}. Pas question d'ici là d'une visite à Abidjan du président de la République lui-même. « On ne pose pas de conditions pour arriver chez moi »^{CCXCVI}, confie, bravache, Laurent Gbagbo. Mais ses deux rencontres avec Nicolas Sarkozy n'ont lieu qu'au détour de sommets internationaux, la première le 25 septembre 2007, en marge de l'assemblée générale de l'ONU, la seconde le 8 décembre lors d'un sommet Europe-Afrique.

L'intérêt de la France pour la Côte d'Ivoire n'en demeure pas moins nettement supérieur à celui des autres pays. Le risque terroriste étant jugé faible, les Américains restent toujours plus préoccupés par le Libéria. Les Britanniques de leur côté se réservent pour la Sierra Leone à tel point qu'ils n'ont plus à Abidjan qu'un ambassadeur itinérant. Les Israéliens sont plus actifs. Leurs agents, qui avaient quitté le pays à la hâte en novembre 2004, presque chassés par les Français de l'hôtel *Ivoire*, sont revenus, toujours à l'affût des liens tissés par la communauté chiite avec le Hezbollah. André Janier entretient les meilleures relations avec leur ambassadeur, un pied-noir comme

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

organisés, ses champs de tir en banlieue d'Abidjan. La Côte d'Ivoire est considérée au COS comme une terre d'élection pour l'entraînement. En apparence, à l'instar de Licorne, son détachement est maigre : une cinquantaine d'hommes, issus du 1^{er} RPIMa, du CPA-10 et du 13^e RDP, quatre hélicoptères²⁶. Non seulement toutefois ces soldats aguerris n'opèrent que très rarement en nombre, mais dans le cas ivoirien, ils ont la responsabilité d'être les seuls au sein de Licorne à être déployés hors d'Abidjan puisqu'un autre de leurs groupes action, et une équipe de recherche réduite, assurent la continuité de leur présence dans le fief rebelle de Bouaké. À ceux qui doutent de l'utilité du maintien du COS dans la Côte d'Ivoire apaisée de 2010, le lieutenant-colonel Serge N. peut donc rétorquer que ses hommes et lui sont « les yeux et les oreilles du général Palasset au nord de l'ex-zone de confiance »^{CCCXII}. L'absence d'opérations rocambolesques, de soutien dissimulé à quelque camp que ce soit, ne saurait en effet signifier l'inaction. Les forces spéciales usent simplement d'une autre corde à leur arc, certes moins spectaculaire, mais tout aussi précieuse. Dans le nord compliqué, elles entretiennent le contact permanent avec l'état-major du général Bakayoko et les différents Comzones. Au sud, le binôme depuis longtemps établi lui aussi au *Golf Hotel*, est chargé d'assurer la liaison avec les leaders de l'opposition logeant sur place, de sonder leurs intentions, de rassurer par leur présence sur la détermination de la France, mais aussi, le cas échéant, d'assurer leur protection rapprochée.

De manière générale, même si elle est principalement basée à Port-Bouët et Bouaké, Licorne conserve un excellent maillage de contacts sur tout le territoire. À chaque rumeur sur des exactions qui pourrait faire éclater des différends ethniques, le général Palasset est capable de se rendre chez les plus hautes

autorités avec des éléments factuels, des récits, des photos, permettant de rétablir la vérité. « J’y ai beaucoup gagné en légitimité, décrit-il. Les Ivoiriens me faisaient de plus en plus confiance »^{CCCXIII}. De plus, la diminution de l’effectif sous son commandement a éclairci sa position. Avec 900 hommes, Licorne est forcée de concentrer son attention sur le sort des dix mille ressortissants, dans la très grande majorité des binationaux, et des 700 entreprises françaises, « elle se fond dans le paysage ivoirien », aime à dire le Comanfor. Ainsi, à l’instar du gouvernement français qui s’interdit de se mêler des affaires ivoiriennes, Palasset ne peut plus compter sur l’action psychologique des forces spéciales dont le Bureau d’études a été fermé.

Enfin, même si l’ONUCI aligne 10000 Casque bleus²⁷ – désormais pour un coût annuel de 2 milliards de dollars qui fait tiquer New York – personne ne s’aventurerait à la mettre en balance avec Licorne. Le général Palasset y voit le gage d’un partenariat productif : à elle la légitimité internationale, à lui l’efficacité militaire. Ainsi se félicite-t-il de l’excellence de ses liens avec le *force commander* de l’ONUCI, le général pakistanais Abdul Hafiz, qui seraient presque ceux d’un contractant avec un prestataire de services. « Grâce au travail entamé par mes prédécesseurs comme le général Lecerf qui a supprimé la zone de confiance, souligne-t-il, nous sommes parvenus à être perçus par les Ivoiriens, nous Licorne, comme un outil de facilitation et plus comme l’instrument de la Françafrique ». Avec Abdul Hafiz, Palasset offre donc un front uni aux représentants de deux forces armées du pays, les généraux Mangou pour le sud et Bakayoko pour le nord, qu’ils rencontrent chaque semaine à la Primature afin de mener à bien l’encasernement des forces nouvelles.

La symbiose, pas si fréquente à l'étranger, entre le représentant de l'État et le chef des forces militaires françaises est aussi totale entre le Comanfor et l'ambassadeur Simon. Tout deux convergent sur l'enjeu : « Nous nous sommes dit, relate le premier, qu'il fallait que les listes soient prêtes avant le 15 septembre 2010 sinon les élections ne pourraient techniquement être organisées pour la date prévue ». L'ambassade et Licorne en déduisent un calendrier à rebours avec toutes les étapes à franchir au préalable. Ainsi, le 15 juillet, 434 000 noms passent-ils de la liste « grise » à la liste « blanche » : ils auront le droit de voter. Le 26 août, de nouvelles vérifications, voulues par le clan Gbagbo, n'en font retirer que 30 293. Désormais il n'y a plus aucune raison de retarder les élections que, le 5 août, Guillaume Soro a fixées au 31 octobre. Il ne reste à Gbagbo qu'à valider la liste électorale. Va-t-il le faire lui qui, le 7 août, a encore déclaré que les Ivoiriens sont plus soucieux de paix que d'élections ? Alors que deux de ses conditions majeures, l'encasernement des FAFN et la centralisation des finances, ne sont pas et ne seront pas remplies ?

Les années précédentes, le président n'aurait pas hésité à reporter encore. Mais à l'été 2010, il est acculé. La question agite encore de nos jours bien des chancelleries : pourquoi, après des années de fauxfuyants, autorise-t-il enfin la tenue d'élections libres ? Pour sa part, il confiera quelques mois plus tard « avoir cédé à des pressions »^{CCCXIV}, celles des chefs d'État européens, mais aussi africains qui le somment de faire cesser ces palinodies électorales. Plus que tout, son entourage le convainc d'une victoire certaine, soit par les voies irrationnelles des prédicateurs évangéliques qui invoquent des signes flagrants du destin²⁸, soit par l'étude du corpus électoral de conseillers minimisant probablement la croissance démographique chez les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

avec ses troupes vers la Guyane dans le cadre de l'opération Harpie⁴⁰. La direction générale de la gendarmerie lui donne trois jours pour évaluer la sécurité des emprises à Abidjan. À lui de se prononcer sur un éventuel renfort de l'escadron déjà présent à Port-Bouët, sans trop se faire d'illusions, le changement de ministère de tutelle à l'été 2009, et l'orage social déclenché par la réforme Fillon des retraites ne facilitant guère le déblocage d'unités pour l'étranger.

Le général Palasset perçoit tout de suite l'intérêt d'une présence supérieure de gendarmes. Si des unités de l'armée française sont en effet formées depuis quelques années au maintien de l'ordre – elles parlent de « contrôle de foule », et la nuance n'est pas sans importance – quelle que soit la valeur de ces formations dédiées⁴¹, mieux vaudra toujours pouvoir disposer, si la situation se tend, de vrais professionnels, dont c'est le cœur de métier. De son côté, Jean-Marc Simon souhaite un renforcement du dispositif de défense de l'ambassade, de sa résidence et de celle des Palmes où loge le personnel diplomatique. Comme l'officier du GIGN mène son inspection en parallèle, les tenants d'une Côte d'Ivoire enfin assagie s'affolent. « Attention, préviennent-ils Servat, ici, ce n'est pas l'Irak ! » Le capitaine le sait bien, lui qui a connu le Bagdad infernal de 2005 où « ça tirait et explosait de partout »^{CCCXXXVIII}. De plus, la Côte d'Ivoire est son neuvième séjour en Afrique... La résidence de France lui apparaît comme la plus vulnérable : 7 hectares en bordure de la propre résidence de Gbagbo devant laquelle il faut passer pour accéder à l'entrée. « Sa sécurité, note Servat, dépendait donc du bon vouloir de la police ivoirienne ». Au final, il rend son avis, ici sur les postes de garde à améliorer, là sur la végétation à élaguer, là encore sur des barbelés à changer. « J'ai fait au mieux avec le budget qui m'était alloué ! »

Pour les voitures, seules deux sont blindées, et en plus, l'ambassadeur ne les utilise pas afin de ne pas inquiéter les Ivoiriens. Servat suggère d'y réfléchir en cas de détérioration. Son discours est bien reçu puisque Jean-Marc Simon lui demande de rester jusqu'au premier tour même s'il ne souhaite pas être accompagné pendant ses déplacements.

De son côté, dans la dernière nuit de son séjour, le lieutenant-colonel Leclercq évalue le renfort nécessaire à un escadron de gendarmerie mobile. Il n'en obtient que la moitié, soit deux pelotons à 18 hommes chacun, fournis par l'escadron 21/5 de Chambéry, qui viennent étoffer l'escadron déjà sur place, comptant traditionnellement deux pelotons blindés du 18/1 de Satory et deux autres du 35/3 de Saint-Nazaire. Maintenu sur place lui aussi, Leclercq en assurera le commandement. En guise de missions, à la garde traditionnelle du camp de Port-Bouët, s'ajoutera désormais la défense des emprises diplomatiques, mais rien n'y est prévu pour l'accueil des gendarmes. Le lieutenant-colonel trouve heureusement chez Licorne de bons Samaritains qui l'approvisionnent en lits Picot, douches de campagne et nourriture. Pour dortoirs, les gendarmes mobiles devront se faire au cadre spartiate de bureaux tout juste débarrassés de leurs tables et chaises.

Leclercq et Servat sont loin d'être les seuls nouveaux venus au sein des forces françaises. Le mois d'octobre correspond en effet à la relève pour Licorne. À sa tête, le général Palasset est reconduit pour une durée initiale de deux mois : les liens qu'il a désormais établis avec toutes les autorités locales, ivoiriennes comme onusiennes, sont trop précieux à l'aube d'événements si capitaux. En revanche, ses principales troupes ont été relevées. Pour diriger son état-major, le PCIAT⁴², il peut dorénavant compter sur le colonel Philippe Troistorff, officier des troupes

de marine, un grand connaisseur de l'Afrique. Il y a encore un mois, c'est toutefois en Nouvelle-Calédonie que celui-ci se trouvait, à la tête du RIMaP-NC, héritier du mythique bataillon du Pacifique de la France Libre. Non sans une certaine logique donc, il figure dorénavant aux manettes de l'état-major de la 2^e brigade blindée, descendante, elle, de la division Leclerc, qui rallie Abidjan le 9 octobre, dans le meilleur des climats : « Nos prédécesseurs, explique Troistorff, avaient déjà planifié le désengagement de Licorne. Nous avons pleinement confiance dans le processus électoral ivoirien »^{CCCXXXIX}. Mais cet expert du continent sait bien que « à chaque fois, l'Afrique surprend ! »

Troistorff aura charge en particulier de coordonner l'action du bataillon Licorne (Batlic) et du détachement de l'ALAT (Detalat). Le colonel Christophe Hintzy sera à la tête du premier, qui a pris le commandement du 12^e cuirassiers le 28 juin. Il était alors prévu que le régiment rejoigne la Côte d'Ivoire mi-octobre, mais la fixation de la date du premier tour à la fin du mois a conduit l'État-Major des Armées à avancer sa projection de quinze jours afin qu'il ne surgisse pas tel un chien dans un jeu de quilles. Hintzy et son état-major ont donc comprimé d'autant la préparation opérationnelle en la concentrant principalement sur l'apprentissage du théâtre et la cohésion des 540 hommes du « Batlic » fournis par la 2^e brigade blindée. Début septembre, dans le camp de Mailly, la centaine de cuirassiers de l'escadron dit « alpha », soit deux pelotons de Sagaie et un peloton d'éclairage et d'investigation (doté de 8 VBL), le tout aux ordres du capitaine Robin G.⁴³, ont appris à connaître les 130 chasseurs de la compagnie « bravo », issus du 16^e bataillon récemment transféré à Bitche, équipés de VAB, aux ordres du capitaine Pierre-Erwan G. Derniers éléments du Batlic : une section du 13^e régiment du génie, aux ordres du lieutenant S.,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

fois encore la moindre contestation du clan Gbagbo. Et pour cause, puisque cette procédure, contrairement à ce qui sera affirmé par la suite, n'a pas été imposée par l'ONU : à l'origine, elle est issue des accords de Pretoria, signés en avril 2005 par Gbagbo¹, et, à ce titre, elle a été intégrée au droit ivoirien. L'ONU n'a fait que l'endosser par une de ses résolutions. Il n'en demeure pas moins que c'est pour elle une grande première: elle a déjà certifié des élections au Timor et au Népal, mais elle en était l'organisatrice.

Après une si longue crise, le tableau paraît inespéré. Un vote sans anicroche majeure, très peu de contestations et un face-à-face final qui s'annonce de bonne tenue. L'ambiance est suffisamment sereine pour que le dispositif d'alerte mis en place à Port-Bouët la veille du premier tour soit levé. Les quartiers libres, interrompus une décade, sont rétablis jusqu'au second. Le 7 novembre, Bédié et Ouattara confirment leur accord de désistement. Une cérémonie le symbolise huit jours plus tard à Yamoussoukro, où Bédié présente aux chefs traditionnels de la région des Lacs, de la vallée du Bandama et du N'zi-Comoé, son concurrent victorieux, Alassane Ouattara, que ces derniers baptisent « Allah N'Guessan ». À l'Élysée, l'événement est interprété comme « un signal très positif »^{CCCLVIII}, *dixit* le général Puga. Une affiche illustre l'accord entre les deux leaders qui, selon l'ambassadeur Simon, « dépasse le stade d'une alliance. C'était un pacte mystique scellé sur les ancêtres »^{CCCLIX} : Bédié, debout, la main sur l'épaule de Ouattara, assis à ses côtés ; c'est le passé qui adoube le futur. Gbagbo contre-attaque en promettant de choisir un Premier ministre dans le parti de Bédié et en raillant cette alliance qu'il compare à « l'histoire de la fille violée amoureuse de son violeur »^{CCCLX}. Il confie ensuite à Jean-Marc Simon : « Un tiers de l'électorat de Bédié va s'abstenir, un

tiers votera pour Ouattara, un tiers pour moi. Cela me suffira pour l'emporter »^{CCCLXI}. Vraisemblablement les autorités en place, françaises comme étrangères, n'ontelles pas tout à fait mesuré combien, derrière les apparences d'un candidat respectant le jugement des urnes, le premier tour a été pour lui un choc profond. Non seulement il n'a pas été réélu automatiquement, mais son challenger n'est pas celui qu'il attendait ; lui, comme beaucoup, pour ne pas dire l'immense majorité, voyait Bédié et non Ouattara. D'où, peu à peu, il se fait plus réceptif aux durs de son entourage, discrets jusqu'alors, et qui lui disent ce qu'il veut entendre, à savoir que ce n'est pas lui le fautif, que sa gouvernance calamiteuse des dix précédentes années n'est pas en cause, que seule une machination peut expliquer cet incroyable résultat. La forfaiture couve derrière l'allégresse démocratique.

Pour l'heure néanmoins, portés par l'ivresse du premier tour, Choi, le président Compaoré, les leaders politiques ivoiriens, le corps diplomatique, les chefs religieux s'attachent à reproduire la même réussite au second. Tous se réunissent plusieurs fois pour en fixer les règles du jeu : aucun des candidats ne doit proclamer les résultats avant la CEI qui, dès le 28 novembre au soir, devra distiller les premiers résultats au fur et à mesure de leur arrivée, avant la proclamation deux jours plus tard.

La campagne de second tour commence à fronts renversés puisque Gbagbo se rend dans le nord et Ouattara à Abidjan. Et les premiers nuages apparaissent. Des heurts violents opposent dès le 19 novembre les mouvements de jeunesse des deux camps : vingt blessés selon la police. Gbagbo a certes montré la voie la veille en imputant à son adversaire les troubles de 1999 et 2002. Le ton se durcit insidieusement. François Leprieur, expatrié français depuis cinq ans, note que « les ethnies pro-Gbagbo devenaient agressives sur les marchés, les Dioulas

arrogants »^{CCCLXII}. Chez le président sortant, les scores très médiocres dans le nord ont provoqué la mise à l'écart de l'épouse coutumière, Nady, qui était censée lui rapporter des voix, et le retour en force de Simone ainsi que des durs qui ont fait la victoire de 2000. Aussi Ouattara redevient-il dans la bouche de Gbagbo un « fils d'immigré » : s'il l'emporte, ce sera la victoire de « l'étranger », du « mal » sur le « bien », de la « nuit » sur le « jour ». Avec une assurance qui augure des lendemains compliqués, le président s'exclame : « On gagne ou on gagne ! »

De son côté, Ouattara, qui ne voulait pas d'un combat de coqs, finit par accuser le FPI d'avoir assassiné le général Guéi en 2002 et par taxer Gbagbo de n'avoir fait qu'« amener la guerre à la Côte d'Ivoire et piller les ressources avec une tribu et un clan ». Les heurts se multiplient, obligeant, le 24 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU à dépêcher sur place, ponctionnés sur sa mission au Libéria, trois bataillons supplémentaires et deux hélicoptères.

Des appels au calme sont lancés par les autorités politiques, militaires, religieuses et même footballistiques comme l'avant-centre Didier Drogba. L'ONUCI espère éviter une source de blocage pour la tenue du second tour en décidant de prendre elle-même en charge 40 % des bulletins de vote, principalement à Abidjan et Bouaké, l'UE, le Japon et la Suisse promettant de fournir un peu moins d'un million de dollars pour l'achat des véhicules nécessaires. Pour sa part, Licorne se veut rassurante en revenant à un rythme de travail normal. Les sous-groupements commandés par le capitaine Pierre-Erwan G. et Robin G. s'exercent au tir, chacun une semaine, au camp de Lomo-Nord. La discrétion reste cependant de mise puisque les Sagaie, elles, ne sortent toujours pas de Port-Bouët. L'escadron mène simultanément dans le nord à Korhogo une opération

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

à appeler Gbagbo à bord d'« Air Sarko One », l'A330 récemment modifié à son intention, et qui l'emmène vers un sommet en Pologne. Comme d'habitude, Jean-David Levitte est assis à ses côtés : « Le président de la République a dit à Gbagbo : “Je n'ai rien de personnel contre vous, mais il faut que vous partiez. Il est très important que vous connaissiez notre position. Si vous partez sans faire de difficultés, je suis sûr que la communauté internationale veillera à vous réserver un statut privilégié, avec des ressources convenables et une sécurité assurée”. C'est exactement ce que nous offrirons ensuite à Kadhafi »^{CCCLXXVI}. En raccrochant, Nicolas Sarkozy fait comprendre par un souffle à son conseiller qu'il n'y a rien à espérer de Gbagbo. « La démarche de toute façon était à faire, souligne Levitte. Il fallait s'assurer que tout avait été tenté avant l'escalade ». L'offre sera représentée à Gbagbo, par d'autres voies, assortie de l'assurance de l'absence de poursuites juridiques, mais sans plus de succès. Le même langage, presque au mot près, est tenu simultanément par Obama qui fait parvenir une lettre à Gbagbo pour le mettre en garde contre un « isolement accru » et « les conséquences de [ses] actes injustes » tout en l'invitant à Washington, au cas où il s'inclinerait, pour envisager avec lui son avenir. Au nom du FMI enfin, Dominique Strauss-Kahn déclare que l'institution ne travaillera plus avec l'actuel gouvernement.

Jouant l'indifférent, le 4 décembre, à 13 h 30, Gbagbo se fait investir président de la République. Ne sont présents que des représentants de l'Angola, de l'Afrique du Sud et du Liban. Le vieil ami Guy Labertit est là aussi, mais, ainsi que le constate le *New York Times*, la salle est pleine de « fonctionnaires d'État, de chefs traditionnels en tenue de cérémonie et avec la volonté de montrer qu'il peut toujours compter sur la loyauté des militaires, de soldats lourdement armés »^{CCCLXXVII}. Le même jour, en

matinée, Ouattara a envoyé une lettre au président du Conseil constitutionnel pour prêter serment lui aussi. Il fait donc sa première déclaration de président à 16 h 30, aux côtés de Guillaume Soro devenu son Premier ministre. Son intention est bien de prendre possession du palais présidentiel puisque, annonce son porte-parole, « un chef d'État ne travaille pas dans la rue ». « Comment passera-t-il les troupes gardant la porte, se demande le *New York Times*, cela n'est pas encore clair... »^{CCCLXXVIII}.

Les Français ont leur petite idée. L'ambassadeur Simon se rend en effet tous les jours au *Golf Hotel* rencontrer soit le président élu, soit son directeur de cabinet, soit Soro. « Je sentais Ouattara confiant, relate-t-il. Il estimait que Gbagbo allait finir par céder de toute façon »^{CCCLXXIX}. Mais il n'indique pas comment il compte acculer son adversaire. « Dès le dimanche suivant le second tour, ajoute l'ambassadeur, on a pensé qu'il serait bon qu'il s'installe à Yamoussoukro. Mais c'était très difficile en raison de la présence de la garde républicaine. Il fallait en particulier s'assurer la possession de l'aéroport ». Un plan est rapidement ébauché par Soro : les Forces nouvelles descendraient du nord par l'ouest, secteur jugé le plus facile, puis rebiqueraient vers la capitale en transversale. Seul inconvénient, mais de taille : « Ils se sont vite rendu compte, explique Simon, que leur puissance militaire était vraiment faible. Leur armement en particulier était totalement dérisoire ». De toute façon, prince de ce qui est vite appelé la « République du Golf », Ouattara, qui tient le 6 décembre son premier Conseil des ministres sous une tente, refuse le recours à la force pour faire respecter le vote des Ivoiriens. « Il ne voulait pas payer le prix du sang », décrit le général Palasset. Serait-il apte à mobiliser dès à présent les forces suffisantes, lui qui porte les espoirs du nord sans en être pour autant l'incontestable

leader ? Le ralliement de Guillaume Soro lui est en cela précieux, l'ancien chef politique de la rébellion n'ayant que peu terni son image auprès des Comzones en acceptant de devenir le Premier ministre de Gbagbo. « Soro avait encore beaucoup d'ascendant sur eux, témoigne l'ambassadeur Simon. Son charisme faisait la différence, et puis ses excellentes relations avec le Burkina étaient notoires... »

Le schisme ivoirien se cristallise donc avec deux présidents, deux administrations, deux armées, qui retrouvent leur autonomie d'avant 2005. À l'intersection, des personnalités hésitent, ou sont cataloguées hésitantes. « Que dois-je faire ? confie par exemple une haute autorité militaire au Comanfor. Je suis général, nous avons une Constitution, semblable à celle de la France, donc je dois rester loyal au président en place »^{CCCLXXX}. Le général Palasset ne lui en porte pas grief, luimême se demandant ce qu'il ferait en pareille situation. Toutefois, il n'hésite pas à manier la menace : « Je leur disais : faites attention, il y a déjà eu le Rwanda ; la communauté internationale ne restera pas passive, vous encourrez tous une comparution au TPI ». La DGSE en approche également certains pour leur vanter les mérites d'un ralliement, mais la plus belle prise de guerre pour Ouattara serait indéniablement le CEMA, Philippe Mangou, qui est annoncé à quelques reprises comme ayant basculé en sa faveur^{CCCLXXXI}. L'attaché de défense français, le colonel Héry, qui le connaît depuis 2002 se rend chez lui, sur ordre, pour un entretien particulier au goût de solde de tout compte : « il n'est jamais trop tard pour faire machine arrière, lui explique-t-il. Si vous le décidez, sachez que nous pouvons assurer la protection de votre épouse⁸. Sinon, vous savez ce qu'il va se passer, combien vos actes sont illégaux et comment nous finirons par intervenir »^{CCCLXXXII}. Mangou affirme avoir

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

tombent: interdiction de visas dans les 27 pays pour lui et 18 des siens ; le gel des avoirs est à venir, car il est plus difficile à mettre en place. Le gouvernement français joue un rôle moteur dans la manœuvre. Convaincu qu'une opération militaire serait beaucoup trop hâtive vu l'état des forces de Ouattara et l'influence encore intacte de Gbagbo sur la population, il privilégie la carte des sanctions, mais avec beaucoup de précautions : « Nous devons toujours garder en tête, explique le conseiller Afrique du président de la République, André Parant, que si nous, nous n'avons guère de moyens de pression directs sur Gbagbo, lui avait sous la main des milliers de ressortissants français et nous avons vu en 2004 l'usage qu'il pouvait en faire. Nous marchions donc sur la corde raide »^{CDV}. Pour l'heure, Pascal Affi N'Guessan, leader du FPI, qui fait partie de la liste des sanctionnés, déclare, bravache : « Nous ne sommes pas particulièrement affectés »^{CDVI}. Mais la réaction de l'ex-président, qui apprend de plus la prolongation du mandat de l'ONUCI par le Conseil de sécurité, est symptomatique : isolé par la communauté internationale, à son tour il tente d'isoler Ouattara du reste d'Abidjan en coupant les vivres et les médicaments au *Golf Hotel* qui n'a de stocks que pour quatre jours.

Le gouvernement français ne voulait pas de Gbagbo sur la liste des sanctions, mais l'escalade de violence en a finalement convaincu Nicolas Sarkozy. Le 22 décembre, simultanément avec Berlin, Paris demande à ses ressortissants de quitter « provisoirement » le pays. L'annonce place ces derniers dans un certain désarroi car, en dehors des habitués des crises précédentes, qui, comme vaccinés au danger, encourent parfois des risques insensés, ils n'ont pas toujours les moyens financiers de s'éloigner de la Côte d'Ivoire. De surcroît, les couples mixtes risquent de se voir refuser le voyage en France.

L'ancien officier François Leprieur, rapatrié d'Algérie en 1962, sent le vent venir. Contrarié par l'absence d'anticipation des Français de l'étranger, et lui-même marié à une Ivoirienne, il recommande à tous ses proches et amis en pareil cas de demander comme lui un visa pour la France, dans la perspective d'une évacuation précipitée. Apprenant ensuite que le consulat n'accorde pas de rendez-vous avant un mois, il intervient auprès du consul Alain Sterbik qui prend aussitôt les mesures nécessaires pour que les conjoints soient reçus dans la semaine.

Les fêtes de Noël seront le vrai motif des 1500 départs recensés dans les deux jours suivant la recommandation du gouvernement. Pourtant, les raisons de s'inquiéter s'accroissent. Toujours le 22 décembre, Soro, le plus virulent dans la dénonciation, appelle l'ONU à faire usage de la seule « solution qui reste, celle de la force »: « Nous sommes face à une folie meurtrière et il n'est pas exclu que ce régime qui se sent aux abois, désavoué par la CEDEAO, désavoué par l'Union africaine, désavoué par l'Union européenne et l'ONU, devienne de plus en plus violent et suive la voie suicidaire »^{CDVII}. En face, Gbagbo a beau jeu de se draper dans une posture pacifique: « On veut nous terroriser, mais je ne veux plus que le sang soit versé. Je ne veux plus de guerre qui peut s'étendre aux pays voisins »^{CDVIII}. Jouant les juges de paix, il propose à la télévision la mise en place d'un comité d'évaluation de la crise, avec les représentants des institutions internationales et des plus grandes nations, ainsi que la fin du blocus du *Golf*. Le 23, le couvre-feu est levé et l'un des deux barrages devant l'hôtel ouvert, mais pas longtemps, car la proposition du président déchu fait long feu. De fait, entre le 16 et le 21, l'ONU a recensé 173 « meurtres », 90 cas de tortures et mauvais traitements, 471 arrestations, 24 disparitions. Sur suggestion du Nigéria, son conseil des Droits de l'homme condamne les « atrocités » post-électorales, dont

des « enlèvements, disparitions forcées, détentions arbitraires, exécutions sommaires, actes de violence sexuelle, interdiction de réunions pacifiques, assassinats et destructions de propriétés ».

Chaque jour apporte une mauvaise nouvelle pour Gbagbo. Le 22, l'ONU a reconnu l'ambassadeur désigné par Ouattara, Youssouf Bamba. Puis la Banque mondiale gèle les financements destinés à la Côte d'Ivoire à hauteur de 842 millions de dollars. L'Union européenne pour sa part débloque 5 millions d'euros en faveur des réfugiés : 11 000 Ivoiriens ont fui le pays. Le grand absent du débat est celui dont les Africains espéraient peut-être le plus en raison de ses origines. Comme l'écrit le *New York Times*, celles-ci sont à la fois pour Barak Obama « une bénédiction et une malédiction »^{CDIX}, car les chefs d'État croient qu'il va agir en Africain, quand il sert avant tout les intérêts de son pays. Pour la Côte d'Ivoire, ainsi, sa ligne est proche de celle de Nicolas Sarkozy : c'est aux organisations africaines de régler le problème, pas à Washington. Message reçu : à la demande de sept ministres des finances, et sous le lobbying actif de la France, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)¹⁶ décide de n'autoriser que les représentants nommés par Ouattara à prendre des décisions pour la Côte d'Ivoire, en enjoignant la BCEAO et les banques de l'UEMOA de s'y conformer. En clair : Gbagbo ne peut plus traiter avec ces institutions. Or les Ivoiriens ont pour habitude de payer leurs impôts par chèque via des comptes de la BCEAO qui transfère ensuite au Trésor. Comme les droits de douane dégringolent également en raison du ralentissement des activités commerciales, le régime est condamné à perdre plus de la moitié de ses recettes à partir de janvier. Gbagbo tente de faire bonne figure : « Ce n'est pas la Banque centrale africaine qui paye les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'avis fiscal du 15 décembre, devra être exfiltré vers la France par le GIGN, puis par Licorne.

Au final, pour certains analystes, Gbagbo pourra réussir à se maintenir s'il concentre ses efforts sur la Côte d'Ivoire « utile », le sud-est, qui produit 80 % de la richesse nationale. Pour d'autres, dont l'Élysée et Bercy, il n'en a plus que pour deux à trois mois. À leurs yeux, les difficultés rencontrées par le régime sont un premier succès, mais pas assez percutant sur le plan des médias qui, ne serait-ce qu'en rappelant ses derniers appels à la mobilisation non suivis d'effet, contribuent à donner de Ouattara une image de prince consort de la dyarchie ivoirienne. Plus de journaux, une radio, « La voix du rassemblement », introuvable sur les ondes : son silence forcé fait même naître la rumeur qu'il aurait été évacué en France au Val-de-Grâce, voire qu'il serait mort.

Le 3 janvier, la médiation des trois chefs d'État de la CEDEAO revient à Abidjan tandis que le Premier ministre kenyan, Raila Odinga, dépêché lui par l'Union africaine, se dit favorable à un éventuel emploi de la force²⁵. Mais tous repartent bredouilles. Le seul bénéficiaire de ces démarches reste assurément Gbagbo qui, à chaque fois, gagne du temps. Selon *Libération* par exemple, il aurait accepté la proposition de Thabo Mbeki de quitter la Côte d'Ivoire pour l'Afrique du Sud, mais à la condition d'emmener avec lui famille et conseillers^{CDXXXIII}. Intox ? L'ancien président use de toutes les astuces pour faire durer le blocage. C'est à cette époque qu'est opportunément rendu public le faux grossier de la lettre prétendument envoyée par Nicolas Sarkozy au président de la CEI. Avec une promptitude qui en dit long sur les sentiments de son gouvernement à l'égard de la France, le ministre des Affaires étrangères sud-africain monte aussitôt au créneau pour émettre

une protestation officielle qui irrite, autant qu'elle fait sourire l'Élysée. Autre manière pour Gbagbo de retarder l'heure de son départ. Roland Dumas et Jacques Vergès effectuent à Abidjan un voyage à grand fracas, pourfendeurs autoproclamés d'un ressac de cette Françafrique que leur démarche solitaire incarne pourtant à merveille. En tout cas, à eux comme à tous leurs semblables qui réclament ce qui semble une solution de bon sens, le recomptage des voix, l'ONUCI rappelle qu'une fois dûment comptabilisés, les bulletins ont été détruits. Ouattara annonce : « les discussions sont terminées ». Mais Nicolas Sarkozy, lui, insiste : « Il n'y a aucune ambiguïté, nos soldats, les soldats de la France, n'ont pas vocation à s'ingérer dans les affaires intérieures de la Côte d'Ivoire. Ils agissent en vertu d'un mandat des Nations unies »^{CDXXXIV}.

Or, inexorablement, la situation dérape. Les mosquées commencent à être vandalisées dans le silence d'un épiscopat ivoirien complice. Le 23 décembre, le cardinal Agré a pris fait et cause pour Gbagbo à la RTI, en appelant au respect de la Constitution. Puis le 6 janvier, les évêques ont demandé à la CEDEAO de ne pas intervenir, et à l'ONU de ne pas bafouer la souveraineté ivoirienne. L'anathème religieux est un classique chez Gbagbo qui trouve des échos jusqu'aux États-Unis où le révérend Pat Robertson, ancien candidat aux primaires pour la présidentielle de 1988, fondateur du Christian Broadcasting Network, déclarera sur CNN en avril : « Le problème est que ce pays qui était dirigé par un chrétien va être entre les mains de musulmans. C'est donc une nouvelle nation musulmane qui va contribuer à construire cet arc de la charia autour du Moyen-Orient »²⁶. Gbagbo, il est vrai, n'a pas hésité à se payer les services onéreux de deux peintures américaines, Michael Espy et Lanny Davis, deux anciens de l'administration Clinton. La

méthode prend chez certains, comme chez le sénateur James Inhofe, qui écrira le 30 mars à Hillary Clinton en faveur d'un recomptage des voix^{CDXXXV}. Mais dans l'ensemble, les États-Unis demeurent sur la même ligne que la France et en partagent les préoccupations croissantes. Dans la nuit du 11 au 12 janvier, 11 personnes sont tuées, dont 8 parmi les forces de l'ordre dans des affrontements avec des individus armés à Abobo. L'ONUCI déplore également trois blessés dans une authentique embuscade tendue à l'une de ses patrouilles au retour de ce quartier d'Abidjan. Ses véhicules sont désormais fouillés car ils sont soupçonnés de transporter des ennemis. Ban Ki-moon adresse donc un nouvel avertissement, en qualifiant « toute attaque contre le personnel de maintien de la paix » d'« inacceptable », mais l'ONUCI reste d'une inertie regrettable. Le lendemain même, trois de ses véhicules sont encore incendiés et une ambulance endommagée.

Derrière sa façade impavide, Choi sait que les Casques bleus sont humiliés, d'autant que la plupart des exactions dont ils sont l'objet se retrouvent aussitôt après sur Internet. Le désigner néanmoins pour seul responsable des avanies de l'ONU serait injuste, comme le souligne le directeur Afrique au Quai d'Orsay, Stéphane Gompertz : « Son rôle était vraiment très compliqué. Quand un ambassadeur national a des soucis, il peut toujours se retourner vers son ministre. Lui n'avait personne derrière lui. De plus, il a tenu de manière remarquable après la certification des résultats »^{CDXXXVI}. Choi hausse le ton, des véhicules de police sont insérés dans chacune des patrouilles. Pour la première fois, à Abobo, l'une d'elles riposte à des tirs d'unités du régime. L'escalade est redoutée dans le quartier: le soir du 13 janvier, les forces de sécurité se massent avec l'intention manifeste de venger leurs pertes de la veille. L'ONUCI dépêche en urgence militaires et policiers pour s'interposer et un face-à-face

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

médiatique. La presse bleue ne s'embarrasserait en aucune manière pour dénoncer l'embauche par Paris de mercenaires ! Pendant plusieurs heures, Leclercq et Servat résistent au chantage des douaniers qui menacent de renvoyer les passagers en France si la douzaine de caisses ne sont pas passées aux rayons X. Finalement, après une journée de débats parfois rudes, et l'intervention de l'ambassade de France, le GIGN est autorisé à quitter l'aéroport avec ses « bagages »^{CDLV}. En revanche, le reste de la cargaison de l'affrété, lui, est précieusement conservé par le régime². « En planification, révèle le général Castres, nous avons réfléchi à la possibilité d'aller sortir ce fret par la force si nécessaire puisque nous avons la certitude que Gbagbo était à la manœuvre. Mais l'Élysée a indiqué que ce n'était pas encore le moment de faire monter la pression ». De même, une reprise de contrôle de l'aéroport est écartée : « Cela aurait été jeter une allumette dans la barrique d'essence »^{CDLVI}.

Une solution moins brutale, mais complexe, est donc préférée pour ravitailler Licorne, la mise en place d'un cordon ombilical entre Abidjan et Bouaké où la bienveillance des forces nouvelles est assurée aux Français. L'ONUCI a été la première à profiter de celle-ci, elle qui, à partir du 25 décembre, a été obligée de restreindre ses navettes d'hélicoptères avec le *Golf* pour éviter d'être à sec. Licorne lui ouvrit ses cuves, mais New York fit preuve d'une étonnante diligence en expédiant à Bouaké 80000 litres de carburant qui ont été rapatriés dans la capitale économique par convoi terrestre.

Le fret français est acheminé par avion jusqu'à Dakar. Transféré sur des C-130 et C-160, il est transporté à Bouaké d'où il reste à acheminer vers Abidjan. Tout le Batlic est mobilisé à sa grande satisfaction au demeurant de pouvoir varier son quotidien fait de patrouilles en ville, protection du

détachement lagunaire et postures d'alerte. Chaque convoi est constitué d'une dizaine de camions de transport, trois camions benne de 18 m³ et une à quatre citernes pour le carburant, le tout avec les éléments de soutien nécessaires en matière de dépannage, santé, prévôté, équipe image, éléments du DETIA³. L'escorte est composée d'une dizaine de véhicules blindés, le chef du convoi disposant de son VBL et d'un VAB pour les transmissions. Quarante-huit heures avant la mise en route, une répétition générale est organisée à l'intérieur de Port-Bouët, avec simulation d'incidents. La veille, le convoi se forme à la sortie sud du camp. Le jour J, un grand briefing est organisé par le général Palasset avec les colonels Hintzy, Leclercq, Stéphane G., Régis A., les chefs d'unité concernées, l'équipage Fennec. Tout est à prévoir. Pour les transmissions, la portée du système PR4G ne permet pas de garder le contact avec Port-Bouët sur tout l'itinéraire. Aux unités de compenser avec Maestro, Carthage, la graphie ou encore le téléphone satellite, mais avec parcimonie. Il restera toujours un impondérable majeur : les sorties et rentrées dans Abidjan doivent s'effectuer par le « corridor nord », une ancienne zone de péage, qui se situe en fait au nord-ouest de la ville, partiellement canalisée par des murs en béton, le tout dans un quartier de Yopougon très peuplé et pro-Gbagbo où Licorne ne patrouille plus depuis des années. L'endroit rêvé pour une embuscade. Rien n'est donc laissé au hasard. Les horaires de convoi sont chaque fois modifiés, et plutôt fixés en milieu de nuit ou en pleine chaleur pour s'assurer d'une relative tranquillité. Une Gazelle Viviane effectue une reconnaissance pour balayer l'axe avec sa caméra thermique et vérifier l'absence de *checkpoints*, le colonel Hintzy ou l'un de ses subordonnés montant à bord pour donner le feu vert à la colonne. Au tour alors d'un Fennec de décoller, toujours avec

un officier du 12^e cuir, mais aussi de la gendarmerie, pour garder en permanence en visuel le corridor et stopper éventuellement les véhicules avant le point de non-retour au-delà duquel ils ne pourront plus faire machine arrière. Qu'un barrage surgisse ensuite et les blindés de la gendarmerie, présents en tête de convoi jusqu'à la sortie de la ville, pourront de toute façon leur faire un sort avec leur lame de dégagement. Une Gazelle canon se place également en stationnaire au-dessus de la lagune pour faire du *show of force* si besoin.

Le premier des sept convois qui seront organisés est pris en charge le 17 janvier par le sous-groupement du capitaine Robin G. qui en occupe lui-même la troisième place avec son VBL de commandement. Sous ses ordres, une section de chasseurs commandée par l'adjudant C. « Même s'il y avait bien sûr une petite appréhension, relate-t-il, nous étions très déterminés. Nous ne savions pas exactement ce qui nous attendait, mais nous connaissions déjà une partie du trajet pour être allés nous entraîner au camp de Lomo-Nord »^{CDLVII}. Pour leur part, les chasseurs ont déjà escorté à Bouaké des observateurs pro-Gbagbo dans la perspective du second tour des élections. Le passage sur le pont Houphouët-Boigny est un peu délicat, mais tout se passe correctement jusqu'au corridor nord où les gendarmes se font caillasser, sans conséquence. Derrière, les véhicules resserrent les rangs pour éviter toute intrusion qui scinderait la rame. S'ensuivent trois cents kilomètres de route, rythmés par une dizaine de *checkpoints*, essentiellement aux mains des FANCI, les plus redoutés se trouvant en bordure de la ligne verte, à Yamoussoukro et Tiébissou. Le convoi a instruction de montrer « détermination et transparence » à ceux qui les tiennent et qui doivent donc comprendre que, quoi qu'il arrive, il passera, mais qu'il n'a rien non plus à cacher. Les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

résidence ivoirienne reçoit un éclairage et fera désormais l'objet de patrouilles.

Un peu plus tard, l'ambassadeur a vent de rumeurs sur la préparation de son enlèvement. Le but pour le régime serait seulement de le reconduire à l'aéroport pour bien marquer la volonté de Gbagbo de chasser la France de Côte d'Ivoire. Mais la symbolique politique n'en serait pas moins désastreuse. Le capitaine Servat réclame donc de nouveaux renforts qu'il n'obtient pas, mais il convainc Jean-Marc Simon, sceptique, de délaissier la voiture pour utiliser la pirogue du détachement lagunaire de Licorne, moyen rapide, peu bruyant, et sans grand risque d'interception par les marins ivoiriens qui ne patrouillent pas vraiment. Le GIGN fait confiance au personnel de Licorne qui connaît parfaitement les lieux, en particulier les points de ralliement en cas d'évacuation d'urgence. De plus, le trajet est parfois suivi depuis les cieux par un hélicoptère de l'ALAT.

La parole reste néanmoins encore à la diplomatie comme le confirme en mer l'arrivée du joyau de la flotte sud-africaine, le *Sas Drakensberg*. D'aucuns supputent sur l'imminence de l'opération militaire de la CEDEAO¹², mais il semblerait plutôt que le bâtiment soit destiné à offrir à Gbagbo et Ouattara un terrain neutre de discussion, l'un et l'autre estimant leur sécurité respective insuffisamment assurée dans tout autre lieu en Côte d'Ivoire¹³. Le 9 janvier, Obasanjo, ancien président du Nigéria, est venu rendre une visite surprise à Abidjan. Et il est sorti de chez Gbagbo avec, enfin, de nouvelles propositions : la création d'un poste de vice-président pour Ouattara contre le départ de l'ONUCI et de Licorne, la fin des pressions internationales et des attaques dans le nord. Mais pour le Nigérian, la seule chose que Gbagbo puisse encore négocier est son amnistie. Huit jours plus tard, au tour du Premier ministre kenyan de revenir à

Abidjan avec une « nouvelle offre de paix » alors que Ouattara lance un second appel à un « pays mort » tout aussi peu suivi... Le médiateur de l'Union africaine sort assez enthousiaste de son entretien avec Gbagbo qui accepterait de discuter avec la partie adverse dès le 18. Mais le clan Ouattara rappelle aussitôt le préalable incontournable de la reconnaissance par celui-ci de sa défaite. Pendant ce temps, Abobo est toujours le théâtre d'affrontements et de règlements de compte dont il sera sans doute impossible d'établir jamais le bilan tant le quartier est étendu et surpeuplé¹⁴.

La France maintient imperturbablement son cap: soutien politique à Ouattara, sans engagement militaire. Néanmoins elle passe aussi discrètement à l'action. Dans les convois vers Bouaké, prennent ainsi place le 11 février dix civils à extraire des griffes du régime. Le BPC, lui, s'éloigne des côtes avec la direction de la Société générale d'Abidjan. Auparavant, le gouvernement français résout en partie une grave déficience du clan Ouattara, son bannissement des ondes. Tout d'abord, il intervient auprès du diffuseur satellite de la RTI, *Canal+ Horizon*, ainsi que de l'opérateur du satellite lui-même, l'Américain *Intelsat*, pour les faire réfléchir à l'écho qu'ils offrent aux propos de Gbagbo¹⁵. Le retour de Ouattara sur les ondes devient une priorité stratégique. « Il importait, explique un conseiller à l'Élysée, de bien faire comprendre à la population d'Abidjan que les soucis humanitaires qu'elle affrontait n'étaient pas le fait de Ouattara, mais de Gbagbo. D'autre part, il fallait que Ouattara puisse s'afficher avec ses pairs en Afrique et à l'international »^{CDLXXV}. La première étape a été, fin décembre, la création d'une station radio, Radio Côte d'Ivoire, qui ne nécessita guère de moyens. Mais c'est surtout le petit écran qui est à conquérir : Télévision Côte d'Ivoire (TCI)

voit le jour le 22 janvier. Diffusés en ondes hertziennes, les deux médias toutefois sont facilement brouillables. La France prend donc l'affaire en main et, comme elle ne peut l'assumer officiellement, c'est la DGSE qui est chargée d'acheminer le matériel nécessaire à une émission satellitaire. En particulier, une antenne parabolique de grande taille est livrée à Bouaké, posant quelques soucis aux hélicoptéristes ayant mission de la rapatrier à Abidjan: entrera-t-elle dans leur Puma ? Plus de peur que de mal, elle arrive en pièces détachées et peut donc être transportée jusqu'à l'hôtel *Ivoire* où les techniciens de la « DG » s'occupent de la mettre en service. TCI sera ainsi relayée à partir du 17 février par *Eutelsat*, mais sera-t-elle captée ? Le décodeur *Strong* est nécessaire, du matériel assez standard, mais encore faut-il le trouver. En huit jours, la capitale en est miraculeusement pourvue...

Le visage du vainqueur des élections réapparaît donc sur les écrans ivoiriens. Quant à sa voix, elle est aidée par un officier de la DGSE qui participe au *Golf Hotel* à la rédaction de ses discours. Puisque caméra et prompteur sont fournis par les Français, Ouattara ne serait-il qu'un homme de paille confortablement installé ? D'autant que la facture de l'hôtel elle-même est largement prise en charge par le budget français ? Jean-David Levitte certifie que Nicolas Sarkozy « l'avait au moins une fois tous les deux jours au téléphone, pour prendre le pouls de la situation, pour le conseiller, en rien pour lui dire quoi faire »^{CDLXXVI}. Son flegme, ses réflexes de technocrate desservent Ouattara qui n'aurait jamais pu résister à quinze ans de fracas sans de solides convictions et le sang-froid qui permet de les mettre en application. Nul ne doute que si la haine l'emporte dans l'autre camp, c'est sur sa villa du *Golf Hotel* que s'abattront les centaines d'obus de mortier que recèlent les caves de la présidence ivoirienne.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

lacrymogènes d'abord en direction de la foule, puis vers une vingtaine d'individus bravant les gaz qui restent couchés devant les roues. Le capitaine ordonne donc cette fois à ses cuirassiers de faire usage des grenades lacrymogènes à main alors qu'un blindé de gendarmerie commence à déblayer le passage en poussant avec sa lame trois taxis. Toute la colonne s'engouffre dans l'ouverture, les gendarmes étant les derniers à rejoindre Port-Bouët.

Une fois encore, Licorne n'aura pas réagi comme les pro-Gbagbo l'espéraient. Peu après, une autre de ses patrouilles est mise en joue au RPG-7. Il faut la maîtrise absolue de son chef pour dialoguer avec le barrage, comprendre que la drogue ou l'alcool y sont souverains, et entamer un demi-tour sans affolement pour poursuivre sa mission. À chaque palier franchi, le Batlic s'adapte: « Des P4, relate le colonel Hintzy, nous sommes passés aux VBL, puis des VBL aux VAB. Ceux qui partaient en patrouille pouvaient comprendre, rien qu'en voyant les véhicules prévus, le degré de dangerosité de leur mission ».

Le premier à commettre le faux pas irrémédiable ne sera pas Licorne, ni l'ONU. Le 3 mars, outre une quarantaine de morts dans tout le pays, sept femmes sont tuées par balles lors de la répression d'une manifestation à Abobo. Avec un cynisme absolu, le régime clame n'y être pour rien, que les victimes étaient en fait des actrices, recouvertes de sang de mouton. Comme il se doute que des clichés ont été pris, et qui prouvent de manière incontestable la tuerie, il invoque une mystérieuse « opération Bagnon » dont il aurait eu connaissance en interceptant des conversations téléphoniques à Paris: « Trois mois avant le second vote, détaille l'un des siens, les partisans de Ouattara ont expliqué qu'ils feraient marcher les femmes à Abobo et qu'ils feraient tirer quelques salves à l'arrière de la manifestation pour obliger les forces de sécurité à ouvrir le

feu »^{CDLXXXIX}. Cette thèse ne dit pas pourquoi, dans ce cas – même en prenant en compte l'éventuelle pénurie d'armes létales dont le régime profite pour l'attribuer à la France, histoire de lui faire porter une part de responsabilité –, policiers et soldats ont tiré sur des femmes désarmées...

Washington parle d'une « faillite morale ». Que fait l'ONUCI ? clame-t-on dans le monde, un peu injustement au demeurant puisque celle-ci ne compte elle aussi que 2500 hommes à Abidjan. Opérant toutefois sous le chapitre VII de la charte, elle a le droit d'user de la force, mais, justifiera Alain Le Roy, « nous sommes aussi sous le chapitre VII dans d'autres pays, au Soudan ou ailleurs, et nous ne tirons pas pour autant sur les armes lourdes d'une armée, qui était jusque-là régulière. C'est une étape que nous n'avons pas l'habitude de franchir »^{CDXC}. Au centre de toutes les critiques, Choi ne parvient toujours pas à trouver le bon ton, qui marquerait au moins une absolue détermination. « Nous sommes prêts à faire face à une dégradation de la situation »^{CDXCI}, déclare-t-il ainsi après la fusillade comme si ladite dégradation n'était pas déjà, et depuis longtemps, en cours. Mauvais présage supplémentaire, le *Force Commander* de l'ONUCI, le général pakistanais Abdul Hafiz, avec lequel Palasset a si bien coopéré, est remplacé. Officiellement, il aurait terminé son mandat ; officieusement, il se heurtait de plus en plus à Choi en réclamant de pouvoir enfin riposter aux innombrables brimades subies par ses troupes. Un général togolais, chef de l'État-Major particulier de son président, Béréna Gnakoudè, lui succède, dont Licorne apprécie l'immédiate abnégation, mais que peut espérer une armée qui change son commandant en chef à l'heure la pire d'une veillée d'armes ? De surcroît, comme il a participé aux opérations au Rwanda, le nouveau *Force Commander* est la cible d'accusations faciles des pro-Gbagbo: « L'ONU préparerait-elle

un Rwanda bis ? »^{CDXCII}.

La tuerie du 3 mars témoigne de l'affolement du régime devant une situation dont, contrairement à 2002 ou 2004, il ne contrôle presque plus rien. Ce n'est sans doute pas un hasard si, à cette même période, pour la première fois depuis décembre, une famille de ressortissants français est agressée au nord des ponts. Au centre opérations de Licorne, le général Palasset décide de former un attelage inédit gendarmerie-forces spéciales pour aller lui porter secours. Faire intervenir d'emblée le bataillon Licorne, cuirassiers ou chasseurs, dans un pays souverain, serait brûler des étapes: quel autre signal fort pourra ensuite être envoyé à des forces de sécurité défaillantes ou complices du régime ? Sous le commandement du lieutenant-colonel Leclercq, deux pelotons de gendarmes mobiles ouvrent donc la voie et sécurisent les lieux pour permettre aux forces spéciales du lieutenant-colonel N. d'intervenir en toute quiétude. Les agresseurs ont déjà disparu à leur arrivée, mais le passage du convoi a bien rappelé aux pro-Gbagbo que toucher aux ressortissants est la frontière à ne pas franchir au moment où la crise s'aggrave – plus de médicaments au CHU, pénurie d'eau, etc. – et déborde largement d'Abidjan. La toute première échauffourée entre l'armée et les Forces nouvelles a eu lieu à Zouan-Hounien, à la frontière avec le Libéria, le 24 février. Le 6 mars, les secondes s'emparent de Toulépleu, dans le sud-ouest, fermant ainsi la porte du Libéria, puis, le 13, de Doké, à mi-chemin de Bloléquin, verrou du port de San Pedro. Le lendemain, le commando invisible sort d'Abobo en s'attaquant aux forces de sécurité à Adjamé. La RTI voit sa diffusion à nouveau perturbée. Entre-temps, le 12, des centaines d'hommes des forces de sécurité, appuyés de blindés, ont lancé une opération de ratissage dans Abobo où au moins huit morts ont été dénombrés, le camp Ouattara dénonçant des « tueries

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

coordonnée ». Cet expert de l'Afrique pense, lui, au Nigéria ou au Burkina, mais la tendance générale est plutôt à désigner la France. Cela apparaît presque logique vu les liens allégués entre Ouattara et Sarkozy. Et de fait, le premier a bien sollicité le second pour un appui militaire, qu'il a espéré de longues semaines durant. Mais qu'il n'a pas obtenu. La raison en est la ligne très ferme dessinée par le président de la République, du refus de la France de s'impliquer sans y avoir été invitée par l'ONU.

Pour ceux qui en connaissent l'existence, les forces spéciales sont des coupables tout trouvés puisqu'elles stationnent à Bouaké, capitale des FRCI. Le lieutenant-colonel Serge N. certifie n'y avoir jamais formé de troupes, ce qui aurait été contraire à la position de neutralité de Licorne et au demeurant très vite su à Abidjan. « Nous essayions de suivre la progression, avoue ainsi le chef d'état-major de Licorne, le colonel Troistorff, mais comme nous n'y avons personne, nous avons du mal »^{DXXI}. Le général Palasset est obligé de dépêcher ses hélicoptères pour tenter de mieux appréhender la progression FRCI. De même, des avions de reconnaissance et de guerre électronique sont envoyés sur zone braquer leurs moyens d'observation et pratiquer des écoutes. Tous ces moyens auraient-ils été nécessaires si Licorne avait été à la manœuvre ? « Malgré le détachement de liaison du COS et nos sources à Ouagadougou, relate le général Castres, chef du CPCO, nous savions mal ce qu'il se passait dans le nord. Nous savions juste qu'ils remobilisaient, qu'ils recrutaient, mais nous avons par exemple une connaissance très imprécise de leur armement »^{DXXII}. Le lieutenant-colonel Serge N. confirme : « Les chefs nous parlaient facilement. Toutefois, quand le sujet devenait sulfureux, ils savaient l'éluder. Par exemple, nous voyions arriver un container que nous savions rempli d'armes.

Quand nous voulions en connaître la provenance, leur réponse restait très floue. Leurs informations étaient très bien cloisonnées. Souvent, la plus vraie nous venait du paysan du coin qui avait assisté à la scène et qui, lui, n'avait rien à nous cacher ! »^{DXXIII}.

L'expertise française des FRCI est si lacunaire que la Direction du renseignement militaire a rendu des rapports pessimistes sur leurs chances de succès. Certes, les services ont une certaine propension à endosser le rôle de Cassandre, mais en Côte d'Ivoire, les troupes du général Bolelli, pourtant redoutablement informées d'habitude, doutaient de la capacité des Comzones à se coordonner « en raison de leurs fortes personnalités, révèle un officier général à l'État-Major des Armées. On avait beaucoup de doutes sur leur tactique »^{DXXIV}. Au CPCO, avoue un chef de bureau, « on pensait même que, comme d'habitude, ils allaient renoncer par peur des pertes et de l'échec »^{DXXV}. Le CEMA, l'amiral Guillaud, de conclure nettement : « de la manière la plus formelle, j'affirme que ni directement, ni indirectement, l'armée française n'a aidé les rebelles. Nous ne les avons pas armés, aucun soldat français ne se trouvait à leurs côtés, et même, nous ne leur avons dispensé aucun conseil tactique »^{DXXVI}.

La DGSE alors ? Aucun membre du service Action ne se serait trouvé dans les colonnes déferlant du nord^{DXXVII}. La raison en est simple, et toujours la même: les FRCI, qui pour la plupart combattent depuis dix ans, n'ont pas besoin de conseil pour échafauder les raids qui sont la quintessence de la guerre en Afrique, ni pour établir un plan de progression dans un pays dont nul étranger ne pourra jamais égaler leur connaissance. En chef d'orchestre ambulante, écumant le nord et le Burkina, Guillaume Soro a peaufiné les plans de l'opération avec les vétérans de 2002, Chérif Ousmane et Tuo Fozilé. Les Français en

ont eu une connaissance partielle, mais seulement pour information^{DXXVIII}. « Nous savions, témoigne le général Castres, chef du CPCO, qu'ils allaient appliquer un plan somme toute identique à ce qu'ils avaient toujours fait: descente le long de la frontière, puis ils rebiqueraient en baïonnette vers le centre »^{DXXIX}.

En réalité, la principale action de la France en faveur des FRCI, outre sans doute des facilités financières qui, dans tous les théâtres, ne sont toujours que très mesurées, a été son soutien politique sans faille à Ouattara. Comme le souligne le général Puga, « notre aide la plus importante se situait sur le plan du moral : il fallait que Ouattara et les FRCI sachent qu'ils n'étaient pas seuls, qu'au cas où, ils pouvaient compter sur notre appui »^{DXXX}. Grâce à Paris, l'équipe élue a ainsi pu jouir de contacts auprès des institutions internationales ou de dirigeants nationaux qui auraient été beaucoup plus longs à obtenir sinon. Sont-ce alors ces derniers qui auraient modelé l'offensive du 27 mars ? La bienveillance active du Nigéria, pour parachever son ambition de suprématie régionale, est évidemment à considérer, sans doute plus pour un apport financier qu'humain, son propre contexte intérieur, avec des élections présidentielles prévues pour le mois d'avril, ne l'incitant pas à se séparer de ses meilleures troupes. Mais c'est encore le Burkina Faso qui focalise le plus de soupçons. Ce qui semble pour beaucoup en étayer la probabilité est la personnalité de l'ambassadeur français à Ouagadougou, le général Emmanuel Beth, ancien Comanfor à Abidjan lors de la crise de 2002, et de surcroît frère du commandant des opérations spéciales en France. Les partisans de Gbagbo ne croient pas – ou le feignent – qu'il puisse s'agir d'une coïncidence. « Le tueur est revenu ! »^{DXXXI}, a titré *Notre Voie* lors de son installation. D'autres journaux ont même annoncé qu'il était arrivé avec une escouade de tireurs

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

« C'était notre seule inquiétude, note le CEMA, l'amiral Guillaud. Pour nous, Gbagbo était fini puisqu'il avait perdu sa région du Grand Ouest, mais quelles conséquences cela aurait-il sur nos ressortissants ? Il fallait donc nous préparer au pire »^{DXLVI}. Anticipant très tôt un « hold up électoral »^{DXLVII}, le général Castres a ainsi fait plancher le CPCO qu'il dirige sur différentes hypothèses comme le retour dans la rue de milliers de Jeunes Patriotes, la séquestration des banques, etc. « Mais très tôt, relate-t-il, les divers services de renseignement ont statué sur l'incapacité du régime à mobiliser les moyens financiers nécessaires pour rassembler une foule semblable à celle de 2004. D'autre part, la population n'avait plus du tout les mêmes motivations »^{DXLVIII}. L'affluence du grand meeting voulu par Blé Goudé les 26 et 27 mars, place de la République, a été scrutée à la loupe. Selon la préfecture, ils étaient 200 000, 500 000 pour les organisateurs, plus d'un million pour les plus fervents soutiens de Gbagbo, et la presse bleue a évidemment parlé d'un « rassemblement historique »^{DXLIX}. Pour les Français toutefois, ils étaient beaucoup moins nombreux, quelques dizaines de milliers tout au plus, en tout cas notoirement moins qu'en 2004 et même 2006. L'État-Major des Armées se divise entre ceux qui redoutent toujours une manipulation des forces par le régime et ceux qui, tel le colonel de Vathaire, patron de la cellule Afrique, pensent le danger écarté car les Ivoiriens « avaient compris que, en 2004, ils avaient été abusés quand on leur avait demandé de se lever pour “protéger la nation” »^{DL}. Outre le fait qu'il rejoint celui de la DRM, son avis pèse au CPCO. Le bureau où il officie, le J5, en charge de la planification, ne compte en effet qu'une vingtaine de membres, contre par exemple... 600 au Pentagone. Son chef, le colonel Grégoire de Saint-Quentin, sait disposer avec Vathaire d'un de ces militaires français qui pourraient presque se qualifier

d'« ivoiriens »¹, mais aussi d'un camarade d'unité puisqu'ils ont servi ensemble au 1^{er} RPIMa à Bayonne, enfin d'un officier réputé pour sa pondération, son calme – et plus accessoirement, son accent malgache. Bref, la vision de la Côte d'Ivoire du CPCO tend à ressembler fortement à la sienne. Et Vathaire trouve l'image juste pour qualifier le conflit de 2011 : une « guerre de docteurs », d'intellectuels, qui ont réussi par le passé à monter les foules les unes contre les autres, mais auxquels le peuple demande essentiellement, maintenant, de mettre un terme espère-t-il, définitif à leurs querelles. Toutefois, la mission principale du CPCO reste de prévoir, surtout en Côte d'Ivoire, terre de rebondissements incroyables. L'ambassadeur Jean-Marc Simon résume l'état d'esprit dominant au sein des autorités françaises: « Je ne croyais pas à un nouveau 2004, mais cela ne m'empêchait pas de le craindre quand même »^{DLI}.

Tous les observateurs convergent pour estimer que la crise est à un tournant. À l'image de la 2^e DB sauvant la capitale que la Résistance ne pouvait tenir seule, l'arrivée des FRCI à Abidjan est d'une importance stratégique bien plus élevée que toutes les actions menées jusqu'alors par les « commandos invisibles ». Elle place le pays face à son destin: que Gbagbo parvienne à défaire les assaillants et c'en sera fini pour longtemps des ex-rebelles ; qu'il cède et la Côte d'Ivoire entrera dans une nouvelle ère. « Nous ne nous sommes livrés à aucun pronostic sur les chances respectives des forces loyalistes et rebelles, avance le général Palasset. Il était seulement patent que Ouattara avait un avantage, grâce à sa victoire dans les urnes. Mais comme au rugby, nous entrions dans le *money time* et tout le monde avait sa chance dans ces derniers instants »^{DLII}. Une thèse se fait jour en particulier que les FRCI devraient l'aisance de leur progression moins à leur pugnacité qu'à la passivité de

leurs ennemis. Yamoussoukro par exemple abritait le CPCO ivoirien : comment celui-ci n'a-t-il pu être plus défendu ? Tous les renseignements indiquent que les FANCI se sont repliés en ordre². Le général Palasset n'écarte pas l'idée que « Gbagbo se soit inspiré de l'exemple d'Idriss Déby ». En janvier 2008, des troupes rebelles avaient déferlé au Tchad depuis le Soudan. L'armée nationale ne s'opposa qu'à Massaguet, à 80 kilomètres de la capitale alors que Paris s'interrogeait sur la légitimité d'une intervention des forces françaises d'Épervier. Le 1^{er} février suivant, Massaguet fut perdu. Les chefs rebelles garantirent au Quai d'Orsay que les ressortissants français seraient épargnés. Le 2, leurs troupes étaient à 800 mètres du palais de la présidence où Déby refusa l'offre d'évacuation proposée par Nicolas Sarkozy. Les blindés et hélicoptères loyalistes repoussèrent tous les assauts des pick-up. Croyant que la bataille se déciderait avant la capitale, les rebelles en effet n'étaient pas prêts pour un combat de rue^{DLIII}. Et ils durent battre en retraite. D'où la question : qui, des deux camps ivoiriens, aura le mieux appris la leçon ? Gbagbo, en s'équipant des blindés suffisants, lui auquel l'ONU a interdit d'acquérir des hélicoptères ? Ou les FRCI, qui sauront frapper plus fort, plus vite et plus juste que les milices tchadiennes ?

Dès les premières heures, les combats se concentrent en fait sur trois zones: le camp d'Agban près de la RTI, la résidence et le palais présidentiels. Licorne observe à distance respectable, ses hélicoptères bravant l'interdiction du régime de tout décollage. « Les contrôleurs aériens à l'autre bout de la ligne réagissaient différemment, relate le capitaine R. du Detalat. Certains se montraient indifférents, mais d'autres nous faisaient part de leur colère et même nous menaçaient de sanctions juridiques »^{DLIV}. Les caméras équipant les Gazelle Viviane³ sont

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

autorités françaises ne peuvent que redouter l'embrasement populaire activé par un art intact du lancement de rumeurs. Toussaint Alain accuse ainsi à Paris la France et l'ONU d'avoir « hélicopté »^{DLXXVIII} les rebelles, puis il certifie que Ouattara a fui le *Golf* « à bord d'un char de l'ONUCI vers une destination inconnue »^{DLXXIX}. Aussi bidonnée que la prétendue lettre de Nicolas Sarkozy au président de la commission électorale, une fausse résolution de l'ONU circulera également un peu plus tard, annonçant le « départ immédiat de Choi et son remplacement par un Russe »^{DLXXX}...

En soirée du 2, la situation se fige. Gbagbo ne tient plus qu'une petite partie de la ville, mais il la tient fermement, composée, du nord au sud, du camp de la gendarmerie d'Agban, des quartiers de la présidence au Plateau et de la résidence à Cocody, et, au sud des ponts, le camp de la garde républicaine à Treichville. Alors que l'ONU se penche toujours sur la demande de Choi. Même si Alain Juppé annonce que l'Ivoirien « vit ses derniers jours de chef d'État », sa réapparition à la RTI, tout sourire, après avoir regagné sa résidence, est cependant un revers en pleine offensive FRCI censée l'avoir déstabilisé. Expérimentant pour la première fois de vrais combats, ceux-ci ne soutiennent pas longtemps le feu de troupes très déterminées où la présence de mercenaires angolais est rapportée malgré le démenti du ministre des Affaires étrangères à Luanda : « L'Angola souhaite une sortie pacifique de cette crise sur la base du dialogue. L'Angola ne va pas entrer en Côte d'Ivoire comme l'ont fait les Français »^{DLXXXI}.

Paris et New York placent leurs espoirs dans des frappes aériennes, mais si Choi a sollicité le conseil de sécurité, Nicolas Sarkozy tient absolument à la forme, lui qui ne cesse de le répéter à son entourage : « Je ne veux pas le moindre problème pour la France si ça se termine devant la CPI »^{DLXXXII}. Le

président de la République laisse parler l'avocat quand il exige une demande écrite de l'ONU pour autoriser l'intervention de Licorne. Une tendance classique des forces déployées par l'organisation est en effet de rabaisser le niveau de la crise en s'adressant directement aux forces nationales engagées à leurs côtés qui, au contraire, font tout pour que la demande vienne du plus haut niveau afin de ne pas paraître porter seules la responsabilité. En 2006, c'est ainsi à Kinshasa que la MONUC avait demandé le soutien des forces européennes présentes sur le terrain, mais ce fut bien entre New York et Bruxelles que le problème fut réglé. « C'est trop facile de la part des Casques bleus ! note-t-on à l'Élysée. Les forces nationales à leur côté sont comme une assurance pour eux. Avant même d'avoir subi des dégâts, ils veulent la faire jouer... »^{DLXXXIII}. Dans la journée, Nicolas Sarkozy a donc appelé Ban Ki-moon. « Nous avons préparé pour le président de la République une série d'arguments, relate un conseiller à l'Élysée, mais il n'en a pas eu besoin car à peine a-t-il présenté la situation que le secrétaire général de l'ONU lui a répliqué partager exactement la même analyse et ressentir lui aussi le besoin d'une intervention armée »^{DLXXXIV}. Paris n'attend donc plus que la lettre. Mais en attendant, Licorne ne peut plus rester l'arme au pied.

À Port-Bouët en effet, le nombre de ressortissants ne cesse de grimper. Rien que le 16^e chasseurs a acheminé 271 personnes le 1^{er} avril, 83 le 2. Ils sont plus de mille désormais à l'intérieur du camp qui, à ce rythme, atteindra rapidement son taux maximum d'absorption, soit à peu près le double. Port-Bouët va finir par ressembler à une cocotte-minute dont il faut à tout prix relâcher la pression en prenant le contrôle de l'aéroport. Le capitaine Robin G. du 12^e cuir a été envoyé la veille en reconnaître l'accès. Il y a pris contact avec le détachement

jordanien de l'ONUCI, mais aussi les gendarmes commandos ivoiriens censés tenir les lieux, afin de les préparer tous psychologiquement à l'arrivée des Français sans bien entendu rien leur dire de la date et des détails. En fin de journée, son peloton d'éclairage s'est déjà assuré le contrôle de la « bourgerie », une emprise sécurisée à l'entrée de l'aéroport, ainsi que des réserves de carburant de la plateforme.

Le dernier briefing du 2 avril se tient à 15 heures au PC de Licorne. Les plans sont prêts de longue date. Il s'agit de progresser par la route à quatre voies reliant le camp à l'aéroport, longue de près de deux kilomètres. Pendant six mois, les chasseurs s'y sont entraînés avec les cuirassiers en soutien, mais à quelques heures de l'engagement, leurs officiers apprennent que ce sera l'inverse. Alors que l'escadron est déjà prêt à Port-Bouët, la compagnie de chasseurs en effet est éparpillée dans Abidjan, à récupérer des ressortissants. Selon le commandement, il lui faudrait trop de temps pour se reconditionner et partir en tête. Et puis Robin G. a déjà rencontré les troupes ivoiriennes en lice; il a même revu l'un de leurs officiers en début d'après-midi pour lui expliquer en substance: « Je vais forcément venir un jour... Tout se passera bien, mais je serai impitoyable en cas de problème... »^{DLXXXV}. Son camarade Pierre-Erwan G. ne cache pas sa surprise devant cette inversion de dernière minute, mais il obtempère sans ciller: la mission avant tout.

Gérer la prise de l'aéroport avec deux compagnies, puis préparer l'arrivée du flux aérien, tout cela serait trop pour un seul capitaine. Le lieutenant-colonel Régis A. sera donc à la manœuvre avec un VBL et un VAB. Le convoi blindé se forme à 22 heures. Les signes distinctifs prévus avec l'ONUCI sont vérifiés : drapeau de couleur à l'avant et lumières fluo sur les antennes; ainsi les Sagaie de Licorne ne pourrontelles être

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

machines. Le capitaine B. regagne le PC pour retirer ses ordres quand un appel téléphonique lui suggère de venir jeter un coup d'œil à son appareil. Une demi-douzaine de mécanos s'affairent autour. « Nous avons constaté, relate le capitaine P., qu'un impact a traversé la transmission arrière, nécessitant le remplacement de l'arbre de transmission »^{DCVI}. B. réalise sa chance : le projectile est passé entre deux tuyauteries du circuit électrique, distantes d'à peine quelques centimètres ; si l'une était touchée, le Puma perdait son rotor arrière et c'était le crash assuré. Une heure et quart plus tard pourtant, il est sur les starting-blocks grâce à la maestria de l'équipe technique. « Les dégâts n'étaient pas très importants, relativise P. avec modestie, et nous maîtrisons la manipulation. Dans un contexte opérationnel, on peut se permettre d'accélérer certaines tâches, mais en restant dans les règles de l'art. » La conformité à la documentation technique est vérifiée, le point fixe fait, les trous des autres impacts de balles rebouchés et le capitaine P. peut déclarer l'appareil apte au vol. Le capitaine B., qui voyait les Gazelle enchaîner les allers-retours, redécoule à 20 h 30, suscitant l'admiration du PC de Licorne car il sera désormais dans toutes les têtes que les forces ivoiriennes ont du répondant. Le capitaine du 16^e BC, Pierre-Erwan G., peut en témoigner au plus près, lui qui a été averti de justesse en fin d'après-midi qu'il ne devait plus quitter la résidence des *Palmes* en raison des frappes à venir. Avec ses hommes, tous aux postes de combat, il se trouve littéralement sous les échanges de balles entre forces de sécurité et FRCI qui tentent de descendre vers Cocody par le terrain vague voisin. « On entendait les balles siffler juste au-dessus de nos têtes »^{DCVII}, se souvient l'officier.

Pendant toute la séquence de frappes, le général Palasset ne quitte pas le PC du Detalat, un *open space*, tapissé de cartes, où

un hautparleur diffuse les échanges avec les équipages. Au micro, le commandant F., en quelque sorte la « voix » du commandement, suffisamment expérimenté pour en retranscrire parfaitement les intentions et « sentir » la situation. Pour un non-habitué, les conversations radio peuvent sembler bigrement angoissées. « Les bruits de tirs sont audibles, relate Stéphane G. Aussi les “Esquive !” ordonnés par le pilote, qui peuvent faire croire à une mise en danger sérieuse, quand il s’agit simplement de l’application de nos procédures »^{DCVIII}. La distance aidant, la tension est peut-être plus forte encore au CPCO à Paris où servent nombre d’anciens de Licorne même si le sous-chef opérations, l’amiral Rogel, avance ne pas avoir ressenti le même stress qui l’accaparera deux mois plus tard, lors des raids aéromobiles au-dessus de la Libye. « Peut-être parce que c’était une première ! » tempère-t-il.

Le Puma Pirate s’attaque dorénavant à la caserne de la garde républicaine dans le quartier de Treichville. Deux passes lui permettent d’immobiliser les véhicules situés dans la cour et de détruire un local technique qui, selon les renseignements, servait de dépôt à munitions. Si la première se déroule sans encombre, la seconde est saluée par un déluge d’armes antiaériennes tiré de l’intérieur de la caserne, avec un canon de 14,5 qui n’était pas mentionné, mais aussi de l’autre rive de la lagune, les défenseurs de la présidence ayant eu le temps de préparer une riposte. « Mon pilote et mon aide-tireur ont vu les rafales de traçantes nous frôler de tous les côtés, relate le capitaine B. Mon tireur a entendu les obus exploser en bout de course tout à côté. Les Gazelle qui observaient notre évolution nous criaient à la radio de dégager : j’étais tellement concentré dans mon tir que je ne les ai pas entendues ! »^{DCIX}. Là encore la chance est du côté du Pirate qui, lourd de sept tonnes, ne peut de toute façon esquiver qu’avec la souplesse d’un éléphant volant...

Les raids aéromobiles sont un changement à 180° de la posture de Licorne qui, des mois durant, s'était astreinte à se fondre dans le paysage ivoirien. Aussi le général Palasset insiste-t-il pour rappeler qu'elles ont répondu à une demande de l'ONU : « Les frappes françaises, analyse-t-il de manière globale, sont des mesures de rétorsion contre les agissements du régime. Notre espoir était qu'elles incitent ce dernier à réfléchir, à changer d'attitude, à sortir de ses bunkers et à accepter une médiation »^{DCX}. Il est ainsi à noter qu'aucune d'entre elles n'a visé les jardins de la résidence de Gbagbo où des armes lourdes ont pourtant été repérées. En début de soirée, un fol espoir s'empare des autorités françaises, d'Abidjan à Paris. Alcide Djédjé rappelle en effet l'ambassadeur Simon qui lui indique que tout peut s'arrêter à condition de bonne volonté. L'Ivoirien d'annoncer : « On vient »^{DCXI}. Pour le diplomate, pas de doute, le « on » inclut Gbagbo lui-même. L'information est tout de suite transmise à l'Élysée qui se montre encore plus optimiste que l'ambassadeur et le Comanfor, pour preuve la floraison d'échos dans la presse en quasi-simultané, sur des négociations qui n'ont pas débuté. Comme il se trouve alors à la chancellerie, Simon monte de toute urgence dans un VAB qui l'amène à Port-Bouët, d'où le détachement lagunaire le prend en charge pour le ramener à la résidence. Arrivé vers 21 heures, il avertit le capitaine Servat du GIGN que trois personnes vont se présenter : le ministre des Affaires étrangères, le chef du protocole ivoirien et surtout l'ancien président lui-même. « À mon avis, Gbagbo ne va pas se rendre tout de suite ! » lui réplique en souriant l'attaché de défense, le colonel Héry, qui n'y croit pas : « Gbagbo, expliquet-il, avait choisi la voie des dictateurs »^{DCXII}. Dix minutes plus tard, une voiture se présente bien au portail de la résidence, mais les gendarmes constatent tout de suite l'absence du leader ivoirien. Le premier conseiller demande des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

trame, voire l'organise, et les forces impartiales sont légitimes à provoquer son départ. Soit il y est étranger et dans ce cas, il s'impose que la Côte d'Ivoire ait un président beaucoup plus maître de sa raison.

Les Français ne sont pas les seuls à déplorer le viol de leurs emprises. Ainsi l'ambassade du Japon est-elle investie le 6 avril. Des mercenaires libériens en ont tué les quatre gardes ivoiriens, saccagé les locaux et contraint l'hôte à se réfugier avec sept de ses collaborateurs dans une *safety room*, en fait sa chambre simplement protégée d'une porte blindée. Leur dessein originel n'était pas de lui nuire, mais de transformer le toit de la villa en poste de combat. Toutefois, l'ambassadeur a appelé à l'aide en décrivant au téléphone la terreur inspirée par les coups assésés pour faire céder la cloison. Tokyo n'aurait guère apprécié, qui lui avait plusieurs fois suggéré de fermer l'ambassade, mais Yoshifumi Okamura croyait en ses chances d'inter-médiation après que son pays a massivement financé le processus électoral. Ce n'est pourtant pas la raison de la dizaine d'heures qui se sont déjà écoulées sans qu'il lui soit porté secours. Car si Jean-Marc Simon a prévenu Licorne dès le début de l'affaire, le sauvetage d'un ambassadeur est d'abord un parcours de combattant pour diplomates aguerris. Tokyo doit transmettre sa demande à New York qui, ayant vérifié que l'ONUCI n'est pas compétente, sur la base de la résolution 1933, en avise Paris, lequel, comme pour le 4 avril, exige une démarche officielle. Dans l'après-midi du 6, l'ambassadeur Simon réclame donc à Choi une lettre ou un communiqué. Il ne l'obtiendra pas, les services du représentant spécial seraient débordés. Le Coréen en sera quitte à Paris pour quelques piques supplémentaires sur son inconstance, mais Licorne n'en abandonne pas pour autant les Japonais à leur sort. De toute manière, quand bien même le général Palasset aurait reçu un feu vert immédiat, jamais il n'aurait engagé ses unités en

plein jour. Les forces spéciales tirent en effet une large part de leur efficacité des avantages que leur offre la technologie la nuit. Pendant l'intervalle, leur chef, le lieutenant-colonel Serge N., a pu ainsi s'entretenir au téléphone avec Okamura afin de glaner des renseignements supplémentaires sur les lieux. Pour un plan précis, il appelle l'ambassade du Japon en France qui le met en relation avec les services adéquats à Tokyo. L'opération est un classique chez les forces spéciales. Serge N. compte justement dans ses rangs un groupe spécialiste de l'investigation – dit CTLO¹⁵ – dont le chef n'a pas perdu de temps pour réaliser une maquette des lieux et organiser des répétitions. Comme un échec est inenvisageable, il ne lui adjoint pas moins de deux groupes action supplémentaires et cinq hélicoptères (trois Cougar et deux Gazelle). Des cartes en relief leur permettent de repérer les hauteurs dont il faut impérativement s'assurer de la possession au préalable.

À 21 heures, deux Gazelle opèrent une diversion en frappant les alentours de la résidence de Gbagbo où trois blindés sont détruits. Décollage des hélicoptères du COS vers une heure du matin. Descendus par cordes tout près de l'objectif, deux groupes de commandos commencent par s'emparer des positions fortes de l'ennemi. Aucun échange de tirs. Le plan prévoit que le troisième groupe doive se laisser glisser dans la cour même de la résidence, mais des mâts, invisibles sur les photos, rendent la manœuvre périlleuse. Les couper prendrait trop de temps. Puisque les abords se sont révélés tranquilles, il est donc décidé de poser l'appareil et de progresser à pied. Contact est pris avec les deux premiers groupes : O.K. pour la pénétration. C'est alors une « chenille » qui entre et se déroule au gré des pièces qui sont fouillées et sécurisées les unes après les autres. « Si l'ennemi se présente, souligne Serge N., on le bouscule, on ne le

laisse pas se rétablir ». Comme souvent pour ce genre d'opérations très démonstratives, en entendant les hélicoptères, les occupants ont pris leurs jambes à leur cou ainsi qu'en témoignent des restes de repas ; les cadavres des gardiens ne sont pas loin. À Port-Bouët, les nerfs n'en sont pas moins mis à rude épreuve : « Même si tout est allé très vite, relate Serge N. qui a à ses côtés le général Palasset, suivre l'action à distance, par radio interposée, crée beaucoup de stress »^{DCXXXV}. Ses hommes cependant sont vite rassurants. Arrivés devant la *safety room*, ils appliquent la procédure prévue avec l'ambassadeur : « Je l'avais informé de notre heure d'arrivée, note Serge N., et nous avons mis au point un code à communiquer via téléphone portable ». Okamura est prestement évacué avec ses collaborateurs. Ce n'est que lorsque le troisième et dernier groupe décolle que des tirs partent du sol en rafale. Sans conséquence.

En tout, il se sera écoulé moins d'une heure. Les forces spéciales françaises ont une fois encore démontré leur « professionnalisme »^{DCXXXVI} comme les en remercie l'ambassadeur japonais accueilli à Port-Bouët par le général Palasset. Suivant leurs habitudes, en dépit de l'heure avancée, elles enchaînent par un débriefing général, à chaud, où chacun livre sa vision de l'opération. But : améliorer encore l'efficacité pour le coup suivant. Serge N. et les siens ignorent qu'il est pour bientôt.

L'investissement de l'ambassade du Japon apparaît comme une nouvelle grosse erreur du régime que plus aucun pays ne peut être tenté de soutenir. Il en commet une autre, cette fois par omission, qui signe sa perte de contrôle totale sur les événements. Car toutes les autorités françaises, comme onusiennes, l'avouent, Gbagbo dispose encore d'un atout capital dans sa manche : « Tous les soirs, relate le général Palasset, je

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'équipage réussit *in extremis* à se poser, mais au *Golf Hotel*, soit le QG de Ouattara, certes tenu par l'ONUCI, mais un symbole ennuyeux sur le plan politique. Le second groupe est encore à récupérer, lui qui est soumis à des tirs nourris. L'hélicoptère qui s'en charge tape à son tour un lampadaire, mais avec des conséquences moindres et il parvient à revenir au camp.

Tous les hommes au sol sont donc rentrés, première gageure accomplie vu ce qu'ils ont dû affronter. Mais c'est cette fois le Cougar armé de la M3M qui est impacté, par une seule balle, qui passe littéralement sous le nez du chef des opérations anciennes, puis, telle la boule de billard ricochant de bande en bande, se met à circuler dans toute la tuyauterie. Le système hydraulique est touché, mais l'équipage, arc-bouté sur le manche, parvient aussi à rallier le *Golf Hotel*²¹.

Les deux heures les plus angoissantes pour Licorne depuis 2004 s'achèvent. Avec quatre hélicoptères touchés et le Britannique toujours reclus, même s'il n'y a eu aucune perte humaine de leur côté, même si les forces spéciales ont démontré leur détermination à affronter n'importe quelle situation, c'est un constat d'échec que l'expérience des hommes de Serge N. a évité de faire tourner en désastre. Une troupe moins aguerrie aurait non seulement déploré des morts, mais elle aurait aussi riposté beaucoup plus violemment dans ce quartier des plus sensibles. L'affrontement aurait viré à la bataille rangée, puis au piège fatal pour des dizaines de diplomates étrangers. Un cauchemar pour Licorne qui, depuis des mois, pèse avec scrupule le moindre de ses gestes à Abidjan comme à Paris.

Au vu de la tournure de l'opération, il est tentant d'invoquer un coup fourré : ayant vu les force spéciales à l'œuvre pour le Japonais, les pro-Gbagbo auraient assailli le Britannique

uniquement pour attirer celles-ci dans un traquenard. Le premier élément permettant d'en écarter l'hypothèse est le silence total des médias que le régime n'aurait jamais manqué d'abreuver. La visite des lieux à la levée du jour ôte également au scénario toute vraisemblance. À part le premier nid de mitrailleuses, tous les postes de combat ont été sommairement constitués, avec un tabouret, des sacs ou le plus souvent de simples cailloux pourtant dangereux en raison des éclats potentiels : cela ne ressemble en rien à une défense préparée. Les innombrables bouteilles d'alcool vides en disent également long sur la véritable source de motivation des agresseurs. En revanche, leurs capacités guerrières, fortement mises sur la sellette depuis la descente facile des FRCI en provenance du nord, ne sont plus en doute. « La réaction de l'ennemi nous a beaucoup surpris, reconnaît le lieutenant-colonel Stéphane G. Il a prouvé qu'il savait manœuvrer et s'adapter. C'était une véritable armée à laquelle nous faisons face »^{DCLIV}.

L'action des forces spéciales aura au moins un effet indirect : les premiers renseignements indiquent que les miliciens ont déserté le secteur. Licorne en informe l'ONUCI et lui laisse les lauriers de la récupération du chargé d'affaires britannique et de ses hôtes, ainsi que de nombre de diplomates d'autres nationalités qui se résignent à quitter Abidjan après avoir voulu montrer par leur maintien que le régime ne les impressionnait pas. La pression autour des ambassades incite aussi la France à évacuer par la lagune 28 membres de son personnel encore présents à la résidence et qui font gonfler les chiffres de ressortissants passés par Port-Bouët à plus de 5 000 individus.

Le jusqu'au-boutisme démontré par les pro-Gbagbo incite le général Palasset à décider le matin du 9 avril la conquête du port autonome d'Abidjan. Il ne s'agit rien de moins que d'une

nouvelle déclinaison de l'approche globale. Pour qu'il y ait espoir d'apporter une solution durable à la crise, il est impératif que la population puisse recouvrer au plus vite ses emplois. Or dans une ville comme Abidjan, la dégradation des installations portuaires serait rédhibitoire. Depuis la veille, le Batlic réfléchit donc à un raid blindé car l'opération doit se dérouler de jour, dans une zone où il ne se rend ordinairement jamais, et avec un risque annoncé de manifestation de Jeunes Patriotes. Au cours d'une reconnaissance discrète avec seulement trois véhicules en milieu de journée, le capitaine Robin G. du 12^e Cuir a constaté que les deux entrées nord et sud étaient barrées de nombreux conteneurs, empilés les uns sur les autres. De surcroît, il a appris ne pas pouvoir compter sur la même pression psychologique qu'à l'aéroport puisque l'officier de marine en liaison chez Licorne s'est vu refuser tout contact par le capitaine ivoirien de la brigade portuaire. Enfin, à quelques centaines de mètres plus au nord, entre les deux ponts, se niche une caserne FANCI dont les blindés peuvent accéder directement à l'emprise. Ce n'est donc pas sans redouter une éventuelle contre-attaque que le 9, à 7h 30, Robin G. s'élance à la tête de deux de ses pelotons, renforcés de deux sections du 13^e BCA et d'un groupe de combat du génie en direction d'un objectif qui s'étale tout de même *a priori* sur 4,5 kilomètres de long et 300 mètres de large. À la sortie de Port-Bouët, les unités empruntent des itinéraires différents afin de faire croire à un départ habituel en patrouilles. À 8 heures, Robin G. se présente à l'entrée sud où des gendarmes ivoiriens lui barrent la route. L'officier de marine échouant à nouveau à entrer en contact avec le responsable de la sécurité, le capitain met au pied du mur les autorités venues à sa rencontre en les avertissant de son intention de prendre le contrôle du port coûte que coûte.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Hot et plus de 3 500 obus de 20 mm tirés, soit les deux tiers des munitions consommées durant cette semaine décisive – le tableau laisse en effet à désirer. D'un côté, mais ce n'est plus une surprise, le régime s'enferme. Vers 20 heures, donnant le coup de téléphone de la dernière chance, Choi s'est vu confirmer par Alcide Djédjé que les durs, derrière Désiré Tagro, ont définitivement pris la main et qu'il n'y a plus rien à en espérer. Nettement plus contrariant est le nouvel échec des FRCI qui, partis à 22 heures du boulevard François-Mitterrand, ont buté sur une résistance acharnée, organisée, bien équipée. « Ils étaient terrifiés après les pertes qu'ils avaient subies »^{DCLXIX}, décrit le lieutenant-colonel Régis A. En fait, tel le cycliste qui n'a pas mesuré son effort au pied du col, ils sont partis de trop loin, du corridor nord, et se sont essoufflés sous le coup des tirs précis des mortiers et des snipers adverses. À 4 heures du matin, l'ambassadeur Simon demande à Ouattara où ils en sont. « On est bloqué, réplique celui-ci. Nous ne pouvons atteindre Cocody »^{DCLXX}. Après s'être logiquement vu refuser un appui de l'ONU, les FRCI finissent même par refluer en abandonnant une partie de leur matériel : c'en est fini de l'effet d'aspiration imaginé par Licorne.

Il revient donc aux Français de resserrer un peu plus que prévu le nœud autour de la résidence de Gbagbo. L'ambassadeur Simon prend soin d'en référer à Jean-David Levitte à l'Élysée : « Le risque était alors très grand, relate-t-il, de voir Gbagbo claironner à la télé en matinée que, une fois encore, il avait survécu à une tentative d'assassinat. Nous en aurions été ridiculisés ! » Depuis le début, le conseiller diplomatique a toute la confiance du président de la République pour prendre les meilleures décisions de conserve avec le général Puga. L'Élysée donne donc son autorisation, transmise par le général Castres au général Palasset.

Le pas supplémentaire oblige cependant Licorne à réévaluer les menaces. « L'ennemi était difficile à quantifier, relate le colonel Hintzy. Il avait bien manœuvré dans la nuit, il avait probablement mis la main sur les véhicules et les armes des FRCI, mais nous savions qu'il ne s'en prendrait pas facilement à Licorne. Quelques détachements étaient même venus se rendre au camp les jours précédents »^{DCLXXI}. Le plan d'attaque est entièrement revu : l'axe nordsud ayant démontré ses capacités de résistance, le colonel Hintzy suggère de progresser d'ouest en est, ce qui impose donc d'emprunter cette route en corniche, le long de la clinique libanaise Pisam, jusqu'alors considérée trop dangereuse. « Nous pouvions justement escompter un effet de surprise et il n'y avait pas d'autre solution », explique-t-il. Le général Palasset donne son accord, mais il est pessimiste. « J'étais persuadé que nous aurions de la casse pendant deux jours, reconnaît-il avec franchise. Il nous fallait évoluer au nord des ponts, dans des quartiers très pro-Gbagbo qui étaient armés de roquettes, de blindés, etc. Peu auparavant, avec l'échec de l'extraction du Britannique, on avait vu ce que cela pouvait donner quand des Ivoiriens se battent réellement »^{DCLXXII}. De son côté, Hintzy pense aussi à des pertes, mais il est persuadé que tout sera terminé dans la journée. « Le seul moment où j'ai eu un coup de stress, admet-il, fut lors de l'annonce par le général Palasset de la déveine des FRCI ; j'étais convaincu que nous allions rencontrer une très forte résistance de la part du dernier carré de fidèles du régime. Le choix de réorienter l'attaque d'ouest en est, par la voie la plus dangereuse, m'a en quelque sorte libéré même si les risques demeuraient importants ». Le CPCO, via le chef de la cellule de crise, le colonel Loïc Mizon, copain de promo de Hintzy, donne son feu vert.

Vers 4 h 30, toujours au PC du Batlic, le capitaine Pierre-Erwan G. est apostrophé par le colonel, le visage fermé, de

retour de ses discussions avec le Comanfor :

« G., prêt à déboucher ?

– Oui, comme prévu, depuis 3 h 30.

– Sois à 5 h 15 au sud des ponts »^{DCLXXIII}.

En fer de lance du bataillon, le sous-groupement du capitaine doit désormais conquérir tous les carrefours du boulevard de France, suivi à la trace par les hommes de Robin G., mais aussi la compagnie de chasseurs alpins de Sylvain D. qui est relevée en urgence de la garde du port autonome. « À ce moment, relate-t-il, j'ai senti comme une absorption dans le regard de l'officier de quart. » Tout Licorne semble penser qu'il va subir de lourdes pertes. Dès la sortie du camp d'ailleurs, vers 4 h 45, sa colonne est prise à partie par un tireur posté sur un toit de l'autre côté de la lagune. Un quart d'heure plus tard, elle est au sud du pont Charles-de-Gaulle, en attente. Devant elle, douze kilomètres de route. Chacun passe le temps et évacue le stress comme il peut. Le capitaine boit beaucoup d'eau en raison de la chaleur ; son pilote grille cigarette sur cigarette.

Le général Palasset préfère rester avec l'ALAT pour suivre la progression. Au PC du Batlic, le colonel Hintzy laisse le micro au lieutenant-colonel A., une carte d'Abidjan étalée devant lui, ses adjoints à côté, prêts à rédiger les ordres pour qu'ils soient transmis séance tenante aux capitaines. « Un impératif, relate le commandant du Batlic : prendre du recul face aux événements, conserver une vision globale de la manœuvre et pouvoir réagir vite pour relancer l'action »^{DCLXXIV}.

À 8 h 57 précises, soit près de cinq heures et demie après le premier horaire prévu, Pierre-Erwan G. reçoit l'ordre de déboucher des ponts, appuyés par un Puma et une Gazelle. Les équipages du 1^{er} RHC repoussent leurs limites puisqu'ils sont engagés depuis 17 heures la veille au prix de deux machines

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

ni mêmes forces spéciales qui auraient emprunté, comme l'annoncent bientôt certaines radios, le tunnel reliant les deux résidences, pour la bonne raison qu'il a été depuis longtemps bouché¹⁰. Les hommes du lieutenant-colonel Serge N. sont des troupes d'élite, pour des missions à haute valeur ajoutée. À quoi bon les gaspiller dans des opérations de nettoyage quand il suffit de s'assurer que les chefs menant l'assaut FRCI ont bien compris ce qui est attendu d'eux ? Pourquoi le général Palasset enverrait-il les siens risquer leur vie dans la souricière dont Gbagbo ne peut plus s'échapper et où des gestes de désespoir peuvent encore laisser craindre des pertes ? La rumeur est partie, une fois de plus, du clan Gbagbo qui, dès 15 h 20, déclarera par la voix de son porte-parole en France : « Le président Gbagbo a été arrêté par les forces spéciales françaises et remis à des chefs de la rébellion »¹¹. En dépit des démentis formels du ministre de la Défense, du porte-parole de l'État-Major des Armées et de l'ambassadeur Coulibaly, elle est en quelque sorte ravivée par le Parti socialiste qui, dans son rôle d'opposant, réclame, *dixit* Benoît Hamon, une « clarification » sur le « rôle exact de Licorne sur place » : « ce n'est pas le meilleur service rendu à Alassane Ouattara, ajoute-t-il, que de l'installer militairement ». Pourtant, c'est bien à son seul exercice du pouvoir que Gbagbo doit de vivre ses derniers instants de liberté. En ce 11 avril, Licorne a respecté l'esprit de sa mission, en sécurisant le quartier des ambassades, comme la lettre, puisque les FRCI ont déferlé dans la résidence. Le bréchage n'est que la conclusion, certes fracassante, de quatre mois intenses d'efforts politiques, diplomatiques, économiques, financiers et militaires que le projecteur braqué sur lui fait, hélas ! passer à la trappe. Le sort de Gbagbo s'est joué à l'ONU, à l'Union Africaine, à l'UEOMA, à la BCEAO, et bien sûr à l'Élysée comme à

Bruxelles, pas sur ces derniers coups de canon.

« C'était pour nous une fin inespérée ! reconnaît le général Palasset. Nous pensions à des combats durs, des pertes nombreuses, et tout s'est résolu de la meilleure des manières, en quelques heures »^{DCLXXXIX}. Au Detalat, l'explication est toute trouvée : « Nous avons bénéficié d'une chance maximale, relate le capitaine V., vu toute la ferraille qui nous a été réservée ! Sainte Clotilde¹² nous a sûrement protégés, mais aussi la cohésion de notre détachement où nous étions tous issus du même régiment »^{DCXC}. Le sous-groupement de Pierre-Erwan G., qui s'installe en sécurité autour de la résidence, décrit à la radio les bruits d'affrontements qu'il perçoit par-delà l'enceinte. En surplomb, l'équipage du Puma Pirate ressent le souffle des RPG-7 que les FRCI n'hésitent pas à employer pour faire sauter les portes à l'intérieur. Pierre-Erwan G. entend alors à la radio qu'une embarcation s'enfuierait par la lagune. Aussitôt repéré par l'ALAT, celle-ci est contrainte au demi-tour par des coups de semonce. Gbagbo était-il dedans ? Personne n'y croit vraiment. De fait, peu auparavant, l'ambassadeur Simon a reçu un appel d'Alcide Djédjé :

« Tagro vient de m'appeler ; ils sont dans une situation difficile !

– Qu'il m'appelle directement ! lui a-t-il suggéré »^{DCXCI}.

C'est donc le ministre lui-même qu'il a dorénavant au bout du fil : « Il y avait un fort brouhaha en arrière-plan, des cris, se souvient-il. "On est enfermé ! explique l'Ivoirien. On va tous mourir !" » Comme lui, Gbagbo et ses proches se sont réfugiés au sous-sol où l'air devient de plus en plus irrespirable par la faute involontaire de l'ALAT. Le quatre-vingt-neuvième et dernier Hot des opérations a en effet visé un 4x4 vide, garé devant l'entrée de la résidence qui, selon les renseignements,

était prévu pour permettre à Gbagbo de prendre la fuite. L'incendie s'est propagé aux véhicules voisins, invisibles depuis les airs, mais aussi au bureau de l'ancien président qui était juste en surplomb. Quand le général Puga l'apprit à l'Élysée, il appela aussitôt l'État-Major des Armées pour obtenir une explication.

Le destin est facétieux, qui aura attendu le tout dernier instant pour compromettre par un de ces impondérables habituels d'une guerre le patient édifice des diplomates et militaires français.

« Il suffit de sortir derrière un drapeau blanc et de vous rendre », annonce Simon à Tagro. Peu après, le ministre le rappelle pour lui expliquer qu'il a obtempéré, mais qu'on lui a tiré dessus ! « Recommencez ! » riposte l'ambassadeur. « Tout est allé très vite ! relate-t-il. Quand j'ai appelé Ouattara pour l'informer de la démarche de Tagro, c'est lui qui m'a annoncé que Gbagbo était déjà dans son antichambre ! »

De fait, à 13 heures à peine passées, le capitaine Pierre-Erwan G. voit apparaître l'ancien président, coraqué par Vetcho qui lui a promis de veiller sur lui, ordre de Ouattara. « Il ne faisait pas partie de notre mission d'assurer directement sa sécurité, précise le colonel Hintzy. Mais nous avons ordre d'empêcher toute exécution sommaire »^{DCXCII}. Pierre-Erwan G. peut constater que Vetcho tient parole. Le guerrier à la barbe drue ne lâche pas Gbagbo qui avance, le teint gris, revêtu d'un casque et d'un gilet pare-balles, logiquement terrorisé au milieu de la foule exubérante. « Il n'y a pas eu de pilule pour se suicider, pas de balle dans la tête, pas de martyr héroïque, écrira *The Guardian*. À la place, il est dit qu'il y a eu une claque humiliante sur la joue et Laurent Gbagbo a été tiré hors de son bunker et exhibé devant les caméras de télé »^{DCXCIII}. Parmi celles-ci, la plus importante pour le leader ivoirien est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

subordonnés. De longues discussions permettent *in fine* de mettre en place une collaboration avec les FRCI dans une ambiance assez prévisible de défiance réciproque.

Parmi ces allers-retours en ville, des Français s'en vont fouiller la résidence de Gbagbo. Sont ainsi découverts les « classiques » des despotes en goguette, cigares et grands crus, des centaines de paires de chaussures et de tenues, mais aussi un stock conséquent de pilules de viagra pour Monsieur et d'héroïne brune pour Madame⁵. La DGSE se charge aussi de faire le tri dans les affaires personnelles de Gbagbo ayant échappé à l'incendie afin d'en ôter toute preuve de ses relations avec certaines notabilités françaises, qui ne sont pas forcément synonymes de collusion, voire de corruption, mais qui, mal interprétées, pourraient le devenir. D'autre part, les soldats et les services français conduisent activement la recherche des quatre personnes enlevées au *Novotel* le 4 avril. Aucun indice n'est négligé ; le général Palasset engageant chaque fois ses hommes pour les vérifier. Un corps sera retrouvé, celui d'Yves Lambelin, la certitude se faisant jour que lui comme les autres a été exécuté à l'intérieur même du palais présidentiel, dès les premières heures de leur détention, par des gardes républicains dépassés par leur acte⁶.

Licorne mène enfin la dépollution des principaux lieux de combat et de stockage d'armes, comme la présidence avec ses dizaines de mètres cubes de caisses à munitions, également des écoles et des emprises civiles. Contrairement aux craintes, aucun site n'a été miné.

Avant la fin du mois d'avril, toutes les unités ayant pris part à la « bataille d'Abidjan » sont rappelées en France, d'autant plus fières du travail accompli que, en raison de la frilosité des autorités françaises à l'évoquer, elles n'en trouveront que très

peu d'échos en métropole. Le colonel Geoffroy de Larouzière-Montlosier, commandant le 16^e bataillon de chasseurs, n'apprend ainsi le retour de la compagnie de Pierre-Erwan G. que quelques jours auparavant avec, de surcroît, une consigne de discrétion. Plein d'admiration pour ce que sa troupe a accompli, il souhaite cependant qu'un accueil simple et digne lui soit réservé. Le maire de Bitche, le député et le sous-préfet de Sarreguemines assistent le 24 avril, sur la place d'Armes du quartier, à la réintégration de l'unité dans les rangs du bataillon. Le défilé du 14 Juillet et les décorations, pour les hommes comme pour les unités, sauront heureusement rattraper le sentiment de frustration légitime.

Celui qui a le plus apprécié l'œuvre de Licorne est sans doute Ouattara qui, très tôt, a signifié à son homologue français son souhait de la voir demeurer pour deux ans encore en Côte d'Ivoire, elle dont le départ était programmé. Lors de son investiture, Nicolas Sarkozy promet de maintenir « toujours » des soldats français afin de protéger les ressortissants, mais sans en préciser le nombre, et en ajoutant à l'adresse de la population française d'Abidjan : « Je veux que les choses soient claires entre nous : l'armée française n'est pas là pour assurer la stabilité de quelque gouvernement que cela soit, fût-il un gouvernement ami. Ce sont les Ivoiriens qui doivent choisir »^{DCCIX}. Le verdict tombe en janvier 2012 avec la révision de l'accord de défense. Paris fixe à 300 hommes l'effectif de Licorne, à Port-Bouët, même si officiellement l'armée française perd sa base permanente, la seule sur la côte Atlantique demeurant au Gabon. Leur mission : protéger les ressortissants, mais aussi aider à la formation d'une armée ivoirienne avec, en particulier, la création d'un IHEDN⁷ local. Ce dernier volet, qui s'accompagne de la présence d'un colonel français comme

conseiller militaire de Ouattara, une première depuis longtemps, est le signe pour *Libération* du fait que « la Françafrique revient aux affaires »^{DCCX}. Que Ouattara cherche à capitaliser sur des mois de bataille commune ne semble pas répréhensible. Mais le quotidien, sans doute l'un de ceux à avoir suivi avec le plus de constance les multiples soubresauts de la crise ivoirienne depuis 1999, insiste à l'appui de sa démonstration sur la présence de Vincent Bolloré et Martin Bouygues à la cérémonie d'investiture. Pour le second, elle n'est que logique, vu sa véritable amitié avec Ouattara. Celle du premier de fait surprend plus, qui a été un soutien sans faille pour Gbagbo. Le nouveau président ivoirien lance ainsi en novembre 2012 un appel d'offres pour la concession du second terminal à conteneurs. La mention selon laquelle « l'exploitation [...] se fera dans un cadre concurrentiel, notamment avec le premier terminal à conteneurs »^{DCCXI}, est interprétée comme un souhait d'écartier le Français qui avait obtenu celui-ci de gré à gré. Or le dossier du groupe Bolloré est à nouveau retenu en mars 2013, suscitant de vifs remous au sein même du gouvernement ivoirien. Jean-Louis Billon, ministre du Commerce, dénonce un « super monopole multiplié par deux »^{DCCXII}. Quant au principal concurrent de Bolloré, CMA-CGM, il crie au « coup d'État »^{DCCXIII}. D'aucuns d'imaginer que durant les deux voyages qu'il a effectués à Abidjan depuis la fin de la crise, Claude Guéant a su notifier à Ouattara que le choix d'un autre dossier ne serait pas apprécié à l'Élysée. Bolloré de son côté argue d'une offre plus compétitive, proposant les investissements les plus lourds.

La virulence du débat démontre en tout cas que les relations franco-ivoiriennes ne se sont pas encore totalement assagies. Parce que Gbagbo, comme il le dit lui-même, aurait été « arrêté sous les bombes françaises », Ouattara apparaît en négatif l'homme lige de la France, lui qui, lors de sa visite à Paris en

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Belkiri, Alain : 24
Benoit, Jean-Paul : 18, 40, 41, 219, 251, 252, 295, 367, 409
Bentégeat, Henri : 13, 113, 407, 412
Berçot, Jean-Pierre : 163
Béréna, Gnakoudè : 289, 321, 345, 347
Beth, Emmanuel : 63, 104, 303, 408
Billon, Jean-Louis : 253, 399
Biya, Paul : 22
Bockel, Jean-Marie : 180
Boga Doudou, Émile : 36, 49
Bohineust, Bertrand : 122, 409
Boisbouvier, Christophe : 300
Boka Yapi, Laurent : 33
Bolelli, Didier : 302, 408
Bolloré, Vincent : 109, 210, 398
Bombet, Émile Constant : 35
Bongo, Omar : 19, 98, 120, 160
Boni Yayi, Thomas : 250
Bonnard, Christophe: 245, 257, 281, 293, 407
Bonnecorse (de), Michel: 40, 47, 55, 79, 91, 95, 109, 123, 124,
130, 159, 209, 407
Bonnell, Philippe : 48
Bourgi, Robert: 31, 39, 41, 78, 88, 94, 97, 103, 180, 181, 196,
210, 409
Bouygues, Martin: 19, 165, 210, 398
Brito, José : 297
Bro-Grébé, Geneviève : 76
Bruguière, Jean-Louis : 184
Burkhard, Thierry : 317, 408

C., Régis : 154
Cambadélis, Jean-Christophe : 194

Carter III, Phillip : 222
Castres, Didier : 200, 233, 248, 263, 301, 302, 312, 315, 331,
342, 368, 369, 373, 378, 408
Cazé, Jean-François : 184
Ceausescu, Nicolae : 308
Cesareo, Antoine : 24
Chafi, Moustapha : 74
Charette (de), Hervé : 36
Chesnot, Georges : 159
Chirac, Jacques : 13, 18, 21–29, 29, 30, 32, 36, 37, 39–41, 47,
52, 55, 73, 76, 77, 93–95, 98, 101, 103, 104, 108, 110, 111,
124, 125, 129, 130, 136–138, 141, 156, 162, 166, 167, 180,
393, 403
Choi, Young-Jin: 175, 186, 200, 212, 215, 236
Clement-Bollée, Bruno : 174
Clinton, Hillary : 237, 255, 390
Compaoré, Blaise : 20, 33, 50, 175, 189, 303
Compaoré, Jean-Baptiste : 258
Condé, Alpha : 235, 376
Coulibaly, Gervais : 190
Coulibaly, Ibrahim (dit IB) : 69, 394
Coulibaly, Issa Malick : 202
Coulibaly, Ousmane (dit Ben-Laden): 198
Courcelle, Luc : 67, 73, 409

D., Hubert : 86, 409
D., Sylvain: 285, 300, 317, 322, 323, 352, 353, 364, 374, 377,
379, 382, 385, 388, 408
Dacko, David : 114
Dacoury, Richard : 76
Dacoury-Tabley, Philippe-Henri: 99, 257, 258, 398
Dary, Bruno : 120

Dati, Rachida : 184
Dauphin, Claude : 172
Davis, Lanny : 255
Debray, Régis : 35
Debré, Bernard : 46
Déby, Idriss : 313, 320, 357
Defferre, Gaston : 22
Delapalme, Nathalie : 90, 98, 167
Delort, Jacques : 13
Denard, Bob : 81
Desclaux, Gilles : 331, 408
Destremau, Patrick : 147–150, 153
Diabaté, Henriette : 98, 99
Diarra, Seydou : 34, 93, 95, 98, 102, 103, 109, 113, 166, 216
Diby, Charles Koffi : 244, 392
Diguet, Bernard : 16, 20, 22, 23, 25, 35, 66, 407
Diouf, Abdou : 24, 39
Djédjé, Alcide : 188, 195, 211, 236, 280, 334, 338, 343, 344,
373, 386
Djué, Eugène : 75, 170
Dogbo Blé, Bruno : 333
Doh, Félix : 82, 86
Dos Santos, José Eduardo: 179, 279, 303
Doué, Mathias : 49, 62, 121, 150
Du Parge, Agnès : 100, 403
Dumas, Roland : 254, 403
Dumond, Jean-Michel : 246, 408
Duncan, Daniel Kablan : 16, 29, 98, 400
Dupont, François : 41, 43, 54, 73, 157, 408
Dupuch, Michel : 23, 25, 28, 29, 40
Duval, Philippe : 125, 134, 164, 194, 403

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

- ^{LVII} Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur
- ^{LVIII} Témoignage du vice-amiral d'escadre Patrick Hébrard recueilli par l'auteur
- ^{LIX} Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur
- ^{LX} <http://www.liberation.fr/monde/0101425595-un-reglement-de-comptesdeguise>
- ^{LXI} Charles Maisonneuve, *Le boubier ivoirien*, Privat, 2005
- ^{LXII} <http://www.liberation.fr/monde/0101425730-ouattara-accuse>
- ^{LXIII} Témoignage de Maurice Portiche recueilli par l'auteur
- ^{LXIV} Témoignage du colonel Frédéric Pince recueilli par l'auteur
- ^{LXV} Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur
- ^{LXVI} <http://www.liberation.fr/evenement/0101426351-la-france-s-engage-areculons>
- ^{LXVII} Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur
- ^{LXVIII} Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
- ^{LXIX} Témoignage du vice-amiral François Dupont recueilli par l'auteur
- ^{LXX} Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
- ^{LXXI} Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur
- ^{LXXII} Article du *Figaro* du 23 septembre 2002
- ^{LXXIII} Article du *Figaro* du 25 septembre 2002
- ^{LXXIV} Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur

LXXV <http://www.nato.int/docu/speech/2002/s020925c.htm>

LXXVI Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur

LXXVII Agnès Du Parge, *Parmi les rebelles, Carnets de route en Côte d'Ivoire*, L'harmattan, 2003

LXXVIII Témoignage recueilli par l'auteur

LXXIX Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur

LXXX Article du *Figaro* du 15 octobre 2002

LXXXI <http://www.liberation.fr/monde/0101426515-paris-envoie-des-renforts>

LXXXII Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur

LXXXIII

<http://archives.cnn.com/2002/WORLD/africa/09/25/ivory.coast/i>

LXXXIV Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur

LXXXV <http://www.nytimes.com/2002/10/01/world/ethnic-clenching-misrule-in-ivory-coast.html>

LXXXVI Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur

LXXXVII Témoignage du général Emmanuel Beth recueilli par l'auteur

LXXXVIII Témoignage du capitaine de vaisseau Philippe Ebanga recueilli par l'auteur

LXXXIX Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur

XC Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur

XCI Témoignage du colonel Frédéric Pince recueilli par l'auteur

XCII <http://www.liberation.fr/monde/01012311643-quand->

alassane-ouattara-etaitchez-moi

^{XCIII} Témoignage de Bernard Diguët recueilli par l'auteur

^{XCIV} Témoignage du colonel Luc Courcelle recueilli par l'auteur

^{XCV} Témoignage du général Emmanuel Beth recueilli par l'auteur

^{XCVI} Témoignage du colonel Luc Courcelle recueilli par l'auteur

^{XCVII} <http://www.liberation.fr/evenement/0101426352-trois-cles-pour-comprendre-la-crise-actuelle>

^{XCVIII} Guillaume Soro, *Pourquoi je suis devenu un rebelle*, Hachette Littératures, 2005

^{XCIX}

<http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN19013voyagselleb0/actu-aux-pays-des-rebelles.html>

^C Témoignage du vice-amiral François Dupont recueilli par l'auteur

^{CI} Jacques Chirac, *Mémoires, Le temps présidentiel*, Nil, 2011

^{CII} Témoignage recueilli par l'auteur

^{CIII} Témoignage d'Alain Juillet recueilli par l'auteur

^{CIV} Jacques Chirac, *Mémoires, Le temps présidentiel*, Nil, 2011

^{CV} Témoignage du général Emmanuel Beth recueilli par l'auteur

^{CVI} Antoine Glaser et Stephen Smith, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Calmann-Lévy, 2005

^{CVII} Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

^{CVIII} Témoignage de Michel de Bonnecorse recueilli par l'auteur

^{CIX} Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

^{CX} Philippe Duval, *Côte d'Ivoire, Chroniques de guerre*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

<http://www.yumpu.com/fr/document/view/4828240/necrologie-fratmatinfo/6>

^{CCCXXV} Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

^{CCCXXVI} Rapport final du groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, distribué le 27 avril 2011, mais daté du 17 septembre 2010 (http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/271)

^{CCCXXVII} Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

^{CCCXXVIII} Rapport final du groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, distribué le 27 avril 2011, mais daté du 17 septembre 2010 (http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/271)

^{CCCXXIX} Rapport final du groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, distribué le 27 avril 2011, mais daté du 17 septembre 2010 (http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/271)

^{CCCXXX} Témoignage du colonel Serge N. recueilli par l'auteur

^{CCCXXXI} Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur

^{CCCXXXII} Témoignage de Michel Rocard recueilli par l'auteur

^{CCCXXXIII} Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

^{CCCXXXIV} Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

^{CCCXXXV} http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ces-francais-quisoutiennent-laurent-gbagbo_951662.html

^{CCCXXXVI} http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/cote-d-ivoire-les-femmesde-gbagbo-font-campagne_931941.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=14

^{CCCXXXVII} Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli

par l'auteur

CCCXXXVIII Témoignage du capitaine Jacques Servat recueilli

par l'auteur

CCCXXXIX Témoignage du colonel Philippe Troistorff recueilli

par l'auteur

CCCXL Témoignage du colonel Geoffroy de Larouzière-Montlosier recueilli par l'auteur

CCCXLI Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur

CCCXLII Témoignage du capitaine Robin G. recueilli par

l'auteur

CCCXLIII Témoignage du capitaine Robin G. recueilli par

l'auteur

CCCXLIV Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli

par l'auteur

CCCXLV Témoignage de Claude Guéant recueilli par l'auteur

CCCXLVI

[http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ouattara-le-temps-travaillecontre-la-cote-d-ivoire_952354.html?](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ouattara-le-temps-travaillecontre-la-cote-d-ivoire_952354.html?xtmc=c%F4te_d%27ivoire&xtcr=12)

[xtmc=c%F4te_d%27ivoire&xtcr=12](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/les-jeux-et-les-enjeuxdes-elections-en-cote-d-ivoire_931984.html?xtmc=c%F4te_d%27ivoire&xtcr=13)

CCCXLVII Témoignage de Jean-Paul Benoit recueilli par l'auteur

CCCXLVIII [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/les-jeux-et-les-enjeuxdes-elections-en-cote-d-ivoire_931984.html?](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/les-jeux-et-les-enjeuxdes-elections-en-cote-d-ivoire_931984.html?xtmc=c%F4te_d%27ivoire&xtcr=13)

[xtmc=c%F4te_d%27ivoire&xtcr=13](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/les-jeux-et-les-enjeuxdes-elections-en-cote-d-ivoire_931984.html?xtmc=c%F4te_d%27ivoire&xtcr=13)

CCCXLIX Témoignage de Stéphane Gompertz recueilli par l'auteur

CCCL Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur

CCCLI <http://gbagbovictorieux2.centerblog.net/19-message-recu-par-le-pasteur-kone-malachi>

CCCLII

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2555p034-046.xml0/france-guinee-opposition-presidentlaurent-gbagbo-l->

interview-verite.html

CCCLIII Témoignage recueilli par l'auteur

CCCLIV Témoignage d'André Parant recueilli par l'auteur

CCCLV <http://www.liberation.fr/monde/01012299427-la-cote-d-ivoire-enfin-auxurnes>

CCCLVI Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur

CCCLVII

<http://www.lejdd.fr/International/Afrique/Actualite/Elections-en-Cote-divoire-230228>

VI. « On gagne ou on gagne »

CCCLVIII Témoignage du général d'armée Benoît Puga recueilli par l'auteur

CCCLIX Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

CCCLX http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/cote-d-ivoire-derapagesrhetoriques-et-violence-avant-le-second-tour_939881.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=3

CCCLXI Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

CCCLXII Témoignage recueilli par l'auteur

CCCLXIII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

CCCLXIV Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

CCCLXV

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2597p030-037.xml0/france-afrique-opposition-presidentlaurent-gbagbo.html>

CCCLXVI Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli par l'auteur

CCCLXVII Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

par l'auteur

DCLXXXVII Témoignage recueilli par l'auteur

DCLXXXVIII Témoignage du capitaine Sylvain D. recueilli par l'auteur

DCLXXXIX Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli

par l'auteur

DCXC Témoignage du capitaine V. recueilli par l'auteur

DCXCI Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

DCXCII Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur

DCXCIII [http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/11/laurent-](http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/11/laurent-gbagbo-humiliating-fall)

[gbagbo-humiliating-fall](http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/11/laurent-gbagbo-humiliating-fall)

DCXCIV Témoignage du capitaine Sylvain D. recueilli par

l'auteur

DCXCV [http://www.haaretz.com/news/world/clinton-capture-](http://www.haaretz.com/news/world/clinton-capture-of-ivory-coast-president-is-a-lesson-to-dictators-everywhere-1.355386)

[of-ivory-coast-president-is-a-lesson-to-dictators-everywhere-1.355386](http://www.haaretz.com/news/world/clinton-capture-of-ivory-coast-president-is-a-lesson-to-dictators-everywhere-1.355386)

Sur l'autre rive

DCXCVI Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur

DCXCVII Article du 12 avril 2011

DCXCVIII [http://www.lalsace.fr/actualite/2011/04/12/l-aide-](http://www.lalsace.fr/actualite/2011/04/12/l-aide-active-de-la-france)
[active-de-la-france](http://www.lalsace.fr/actualite/2011/04/12/l-aide-active-de-la-france)

DCXCIX [http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/11/sarkozy-](http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/11/sarkozy-ivory-coast-vote-winner)
[ivory-coast-vote-winner](http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/11/sarkozy-ivory-coast-vote-winner)

DCC Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur

DCCI Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

DCCII Témoignage du capitaine R. recueilli par l'auteur

DCCIII Témoignage de Rémy Rioux recueilli par l'auteur

DCCIV <http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/15/alassane-ouattara-ivory-coast>

DCCV Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

DCCVI

http://www.amnesty.fr/sites/default/files/AFR_31_002_2011_ext

DCCVII Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur

DCCVIII

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB201304291517-laurent-gbagbo-ibrahim-coulibaly-forces-nouvellesles-ex-comzones-regnent-ilssur-la-cote-d-ivoire.html>

DCCIX <http://www.liberation.fr/monde/01012338750-ouattara-solennellementinvesti-president-de-cote-d-ivoire>

DCCX <http://www.liberation.fr/monde/01012338899-la-francafrique-revient-auxaffaires>

DCCXI <http://www.slateafrique.com/89665/cote-d-ivoire-au-port-d-abidjan-bolloreconfronte-la-dure-loi-de-la-concurrence>

DCCXII

<http://www.jeuneafrique.com/actu/20130607T071111Z20130607-d-abidjan-un-ministre-remet-en-cause-l-attribution-a-bollore.html>

DCCXIII http://www.liberation.fr/economie/2013/04/12/a-abidjan-le-port-pour-bollore-l-amer-pour-les-concurrents_895845

DCCXIV Témoignage recueilli par l'auteur

DCCXV Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur

Table

Abréviations

Derrière la vitrine, un crocodile et un scorpion

I. La Françafrique bogue à l'an 2000

II. La Licorne dans le marigot

III. Essai non transformé

IV. Fort-Bouët

V. Patience et longueur de temps...

VI. « On gagne ou on gagne »

VII. À la croisée des destins

VIII. Clausewitz est ivoirien

IX. Il faut savoir terminer une guerre

Sur l'autre rive

Bibliographie

Remerciements

Index

Notes

Éditions du Rocher
28, rue du Comte-Félix-Gastaldi
98000 Monaco
www.editionsdurocher.fr

Imprimé en France
Dépôt légal : décembre 2013
N° d'impression :



Composition et mise en pages réalisées par
Compo 66 – Perpignan
272/2013